



HAL
open science

Les journalistes face aux violences : BFMTV et le mouvement des Gilets jaunes

Dorian Naryjenkoff

► **To cite this version:**

Dorian Naryjenkoff. Les journalistes face aux violences : BFMTV et le mouvement des Gilets jaunes. Sciences de l'information et de la communication. 2022. dumas-04075746

HAL Id: dumas-04075746

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04075746>

Submitted on 20 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Mémoire de Master 1

Mention : Information et communication

Spécialité : Journalisme

Les journalistes face aux violences BFMTV et le mouvement des Gilets jaunes

Responsable de la mention information et communication
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteur universitaire : Adeline Wrona

Nom, prénom : NARYJENKOFF Dorian

Promotion : 2021-2022

Soutenu le : 13/06/2022

Mention du mémoire : Bien

Remerciements :

Je tiens tout d'abord à remercier mes deux tuteurs qui m'ont aiguillé dans la réalisation de ce mémoire, qui constitue un exercice tout nouveau pour moi.

Ayant d'abord voulu consacrer ce travail à l'influence qu'exerce Patrick Drahi sur la ligne éditoriale de BFMTV, ceux-ci ont su m'aider à trouver un angle plus adapté à ma curiosité et mon intérêt pour la question plus globale de la crise de confiance que rencontrent les médias, et à laquelle M. Drahi ne constituait qu'un élément de réponse parmi d'autres.

Je remercie également les journalistes de BFMTV et la direction de la chaîne qui ont bien voulu m'accorder de leur temps pour évoquer un sujet délicat tout en faisant preuve d'une certaine introspection.

Table des matières

Remerciements :	2
Introduction :	4
Partie I : Etat des lieux de violences qui ont eu tendance à se généraliser depuis la crise des Gilets jaunes	7
I.a - « <i>On n'avait jamais vu ça</i> » : les Gilets jaunes, un point de rupture dans les rapports journalistes-manifestants	7
I.b - Une volonté d'informer à l'épreuve des intimidations	13
Partie II : A quoi tient ce climat de tensions, quelle part de responsabilité pour la chaîne ?	17
II.a - BFMTV, un média que les Français adorent détester	17
II.b - Un média à l'image des principales critiques envers le journalisme contemporain.....	24
Partie III : Quelles réponses pour protéger les journalistes de la chaîne ?	33
III.a - Des nouveaux réflexes de sécurité au détriment de l'essence du reportage.....	33
III.b - L'éducation aux médias pour déconstruire les préjugés dès l'adolescence et responsabiliser la consommation d'informations	36
III.c - La nécessité de ralentir le rythme ?	39
Bibliographie :	45

Introduction :

Si les médias font face depuis plusieurs années à une crise de confiance, il en est un qui, en France, semble être devenu la cible privilégiée des détracteurs les plus extrêmes de la sphère médiatique : BFMTV. Média « mainstream » par excellence, la chaîne est depuis 2008 détentrice de la plus large part d'audience (PDA) parmi les quatre chaînes d'information en continu qui émettent en France. En mars 2022, BFMTV atteignait les 4,5% de PDA¹, soit environ 14 millions de téléspectateurs par jour. Des chiffres à replacer dans le contexte de la guerre en Ukraine qui a boosté les audiences, ceux-ci s'établissant plutôt autour de 2,9% sur l'année 2021², mais qui témoignent de la bonne santé économique du canal 15. Malgré cette popularité sur les écrans, la chaîne est devenue la bête noire d'une partie de la population, au point que les agressions envers ses reporters se sont multipliées au cours des dernières années.

*« En quelques 10 années d'existence, BFM TV est devenu incontournable dans le paysage médiatique français³ », résumait déjà en 2016 Thierry Devars, Maître de conférences au Celsa (Sorbonne Université) en Sciences de l'information et de la communication. Lancée seulement en 2005, la chaîne a su s'imposer dans les foyers autant que dans les locaux des professionnels du monde médiatique et politique. A la pointe de la technologie, BFMTV doit notamment son succès à sa promesse de marque : « *Priorité au direct* ». Néanmoins, la « *reconnaissance de BFM TV par le public et les professionnels de la communication politique ne va pas sans heurts. En donnant la priorité au direct, la chaîne s'inscrit pleinement dans la logique des médias numériques - une logique de l'instant et de l'exclusivité, qui n'est pas sans mettre en question le sens et la valeur de la formation⁴.* » Cette ligne éditoriale a notamment été particulièrement remise en question dans le cadre des manifestations des Gilets jaunes (GJ), au sein desquels il est rapidement apparu que ses reporters n'étaient pas les bienvenus. Face à l'agressivité dont ils ont été victimes, les journalistes de terrain de BFMTV se sont retrouvés face à un cercle vicieux : se voir reprocher de mal accomplir leur métier, au point de subir des attaques qui ont rendu difficile de mener à bien leur travail.*

¹ Audiences mars : TF1 en petite forme, France 3 et M6 font jeu égal, records historiques pour les chaînes info ; Christophe Gazzano, Puremédia, 4 avril 2022

² Médiamat annuel 2021, audiences en jour de vision, Médiamétrie, 3 janvier 2022

³ Thierry Devars, *La politique en continu – Vers une « BFMisation » de la communication ?*, Les Petits Matins, Editions du Seuil, 2015, p. 17

⁴ *Ibid.*, p. 10

Avant de rentrer dans le propos, il est important de rappeler que le choix de BFMTV comme sujet de ce mémoire ne doit rien à un quelconque partage par son auteur de cette rancœur ici-décrite. Celle-ci vise d'ailleurs, dans une plus ou moins grande mesure, la totalité des médias. Le choix de s'intéresser à BFMTV en particulier s'inscrit dans un questionnement relatif à la critique du système médiatique de manière générale et dont la chaîne semble être devenue le principal réceptacle ces dernières années. Il n'est pas question, bien-sûr, de légitimer les violences dont ont été victimes nombre de reporters depuis quatre ans. Le but ici n'est pas de faire le procès de la chaîne, mais de comprendre comment se caractérise cette défiance devenue extrême, ses causes et conséquences pour, enfin, analyser les solutions mises en place. Loin de mettre dans la bouche d'individus dont la grande violence s'est illustrée sur le terrain les critiques constructives et argumentées qui visent BFMTV, la démarche de ce mémoire est de prendre ces cas extrêmes comme point de départ pour dresser un constat, celui de l'image dont souffre la chaîne aujourd'hui et plus particulièrement ses reporters, et ensuite analyser de quoi ils sont le symptôme. La question enfin est de savoir quelles sont les pistes qui existent pour renouer un lien de confiance avec les détracteurs plus nuancés.

Selon une étude de l'IPSOS⁵ parue le 12 octobre 2021, seuls 16% des Français interrogés estiment que les journalistes sont dignes de confiance. Si on l'observe dans le temps, selon le baromètre 2021 de la confiance dans les médias réalisé par Kantar en partenariat avec le journal La Croix⁶, la crédibilité des médias tend néanmoins à légèrement s'améliorer depuis deux ans, une période coïncidant avec l'arrivée de la pandémie de Covid-19. Cette dernière a en effet impacté la totalité des Français et rappelé l'importance du travail journalistique. Cela dit, cette hausse relative de la confiance des Français fait suite à une baisse en 2019, soit « *l'année qui avait suivi la crise des GJ*⁷ ». C'est cette période, en tant que moment de rupture singulier qu'elle a représenté entre les journalistes et leur public, que ce mémoire a pris comme point de départ.

La crise des GJ, à défaut d'un révélateur, a agi comme un catalyseur de cette défiance généralisée des Français envers les médias, au vu du degré de violences inédit qu'ont observé les journalistes à leur rencontre. Bien que des agressions avaient déjà été constatées durant les manifestations anti-loi travail⁸ et anti-mariage pour tous⁹, ces violences ont franchi un palier tel qu'il est devenu difficile

⁵ Global truthworthiness index, Ipsos, 12 octobre 2021, p.18

⁶ Baromètre 2021 de la confiance des Français dans les médias ; Emmanuel Rivière et Guillaume Caline, Kantar, 2021

⁷ Id.

⁸ Loi Travail. Des journalistes blessés, les clubs de la presse s'indignent ; Manon Loubet, Actu 76, 9 juin 2016

⁹ Manif pour tous à Rennes : deux journalistes agressés à Rennes ; Stéphane Grammont, France Info, 6 mai 2013

pour les reporters d'accomplir correctement leur travail. Parmi les victimes, nombreux sont les journalistes de la première chaîne d'information en continu de France.

Aujourd'hui, près de quatre ans après le début du mouvement et sa couverture tous les samedis par les journalistes de BFMTV, les manifestations GJ rassemblent beaucoup moins de personnes et sont bien moins médiatisées en tant que telles, d'autres actualités majeures ayant concentré l'attention médiatique depuis. Le mouvement continue néanmoins chaque semaine de fouler le pavé. A l'origine déclenché par la taxe sur les carburants de 2018, celui-ci, pour perdurer, a eu tendance à élargir son cercle de revendications et se greffer à d'autres manifestations d'ampleur, notamment celles contre la réforme des retraites (2019), la loi Sécurité globale (2020) et, plus récemment, le Pass sanitaire (2021). Beaucoup de protestataires contre les restrictions sanitaires portaient en effet dans les rues le fameux vêtement emblématique. Malgré ces mutations, l'hostilité envers les journalistes reste une de ses composantes majeures.

A travers le témoignage de plusieurs journalistes de BFMTV, ce mémoire tentera de répondre aux questions suivantes : Quelles formes prennent ces agressions envers les journalistes de la chaîne et comment ces derniers les appréhendent-ils ? A quoi est due cette défiance particulière, quelle est la part, s'il y en a une, de responsabilité des journalistes incriminés ? Quels changements structureaux la chaîne a-t-elle opérés pour protéger ses journalistes ?

Partie I : Etat des lieux de violences qui ont eu tendance à se généraliser depuis la crise des Gilets jaunes

Initié en octobre 2018, le mouvement des GJ a joui d'une médiatisation exceptionnellement importante pour un mouvement social. Rien que durant les six premiers week-ends de mobilisation, plus de 14 heures quotidiennes y ont été dédiées sur les chaînes d'information en continu¹⁰. Soudain, massif et aisément identifiable en prenant comme symbole un objet à la portée de tous, il s'agissait de la définition même d'un « événement », à savoir une rupture brutale avec le quotidien, que la ligne éditoriale de BFMTV lui imposait par conséquent de couvrir. Dès que les contestations ont commencé sur les ronds-points de France, avant même qu'elles atteignent les espaces urbains, BFMTV a envoyé ses rédacteurs et JRI recueillir les images et témoignages de ces Français qui s'opposaient à l'augmentation de la taxe carbone voulue par le gouvernement d'Emmanuel Macron. En plus de la multiplication des radars, qui constituait selon eux une forme de fiscalité pour les populations rurales contraintes de largement recourir à la voiture, les protestataires pointaient notamment le fait que les classes populaires aient à porter sur leurs épaules le poids de la transition écologique.

Un climat tendu s'est rapidement installé. « *Tous les samedis, il y avait plusieurs équipes prises à partie* », confie Céline Pigalle, 50 ans, directrice de la rédaction de BFMTV dont le témoignage a été recueilli dans le cadre de ce mémoire. Pour comprendre comment se sont envenimées les relations entre les équipes de reporters et les contestataires, les témoignages de trois reporters de la chaîne ont été recueillis : celui de Franck Paillanave, correspondant pigiste à Pau pour la chaîne au début du mouvement, Audrey Alos, JRI depuis 2011, et Jean-Wilfried Forques, grand reporter et Joker pour le 20h.

I.a - « *On n'avait jamais vu ça* » : les Gilets jaunes, un point de rupture dans les rapports journalistes-manifestants

Audrey Alos, 35 ans, formée à l'école de journalisme du Celsa (Sorbonne-Université), travaille depuis 10 ans pour BFMTV. Elle est également passée par la chaîne iTélé. « *En tant que JRI, j'ai couvert beaucoup de manifestations, dont les GJ et les anti-pass. On le voit sur le terrain, lorsqu'on*

¹⁰ Étude. « Gilets jaunes » : une médiatisation d'une ampleur inédite, Géraldine Poels et Véronique Lefort, INA La Revue des Médias, 12 novembre 2019

sort un micro avec le logo de BFM, ça ne laisse pas indifférent. De manière générale, les gens ont toujours un avis sur BFM. »

- **Le calme qui a précédé la « chasse aux sorcières »**

Au départ venue traiter l'événement comme n'importe quel autre, la reporter a constaté un changement brutal d'ambiance dès les premiers jours. « Au début, ça se passait plutôt bien. Les revendications étaient liées au prix de l'essence et étaient légitimes. C'étaient des manifestations classiques où les gens nous parlaient de leur quotidien. On les suivait chez eux avec des longs formats, il y avait un aspect social intéressant. Mais après, ça a été tous les samedis et il ne restait que ceux qui voulaient casser du CRS et du journaliste. Ce n'étaient plus les mêmes revendications. On était ciblé comme faisant partie de BFM. Quand on était en direct, les GJ regardaient sur leur téléphone et du coup voyaient avec l'angle de caméra où on se trouvait. C'est vraiment devenu une chasse aux sorcières. »

Bien qu'elle n'ait jamais reçu d'ITT (interruption de temps de travail), la reporter affirme avoir fait à plusieurs reprises l'objet d'insultes et d'entraves à son travail. « Je me souviens d'une manifestation contre les violences policières partie de République (Paris) et où il y avait la famille d'Assa Traoré. Un moment, une poignée de GJ nous ont repérés et une femme a commencé à se mettre constamment devant la caméra. J'ai failli exploser de colère parce-qu'elle nous empêchait de travailler. On a dû s'écarter pour éviter que d'autres la rejoignent. On bougeait mais elle revenait à chaque fois. Si on l'avait repoussée, ça aurait attiré l'attention. On m'a aussi craché dessus une fois. On avait déjà essayé quelques insultes au moment des manifestations contre le mariage pour tous, mais là, ça visait tous les journalistes. Je n'ai pas porté plainte car jusqu'ici je n'ai encore jamais été frappée. De toute façon, les plaintes aboutissent rarement. » Si la journaliste n'a jamais été la cible de coups, ce n'est pas le cas de Franck Paillanave, dont le cas illustre de manière significative le ciblage tout particulier de BFMTV.

- **« Il y a ce fantasme de BFMTV qui est partout »**

La « *chasse aux sorcières* » dont parle Mme Alos conduit parfois même les manifestants à identifier à tort des journalistes comme faisant partie de BFMTV. Le cas de Franck Paillanave, 26 ans, est à ce titre assez parlant. Aujourd'hui JRI et rédacteur pigiste pour C l'info, LCI et CNews à Pau, ce journaliste, qui est entré sur le marché du travail directement après le bac, a fait l'objet d'une agression alors qu'il couvrait une manifestation GJ début 2019. Bien qu'il ne fût pas mobilisé à ce moment-là par la chaîne, celui-ci a un temps été pigiste pour BFMTV.

« J'ai couvert les GJ pour C l'info à Pau. Le deuxième week-end, ça commençait à dérapier, il y a eu quelques propos virulents. La troisième semaine, lorsque des journalistes se sont fait agresser à Toulouse en parallèle le même jour, je me suis fait cracher dessus et huer par 3 000 personnes alors que j'avais pourtant une caméra banalisée. » Une référence à Jean-Wilfried Forques, dont le témoignage va suivre après celui-ci.

L'une de ces agressions a justement été filmée en direct. « J'ai attendu un mois que ça se calme et après Noël 2018 on y est retourné. C'est à ce moment, alors que je couvrais le mouvement pour la quatrième fois, qu'un manifestant m'a fait un croche-patte par derrière. A cet instant, j'ai eu le réflexe de dire « on n'est pas BFM », mais c'était pour répondre à des gens qui criaient "BFMTV on va vous niquer !" Je voulais protéger l'équipe, il n'y avait aucune arrière-pensée sur la chaîne quand j'ai dit ça, la rédaction le savait très bien et m'a soutenu. » Le soutien plein et entier de la direction est d'ailleurs une constante chez tous les reporters interrogés dans le cadre de ce mémoire. « Après cet incident, on s'est arrêté car ça ne servait à rien malheureusement, je n'ai pas envie de me faire casser mon matériel personnel de pigiste. »

Pour M. Paillanave, son agression relève d'une certaine paranoïa. Le niveau de rancœur de certains manifestants est tel qu'il les conduit à associer systématiquement toute personne munie d'une caméra comme journaliste pour BFMTV. « J'avais un micro et une oreillette mais c'est tout. J'étais à BFMTV trois mois avant mais je ne pense pas que la France entière était au courant, on n'était pas identifiable. Il y a ce fantasme de BFMTV qui est partout. Certains se disent juste "Oh ils viennent à Pau donc on va se les faire." » Cette confusion peut en partie s'expliquer par le fait que les journalistes de BFMTV n'arboient plus leur logo durant les manifestations GJ et anti-pass, on y reviendra dans la dernière partie de ce mémoire.

- Une prise de conscience générale après une tentative de lynchage

Selon la direction, l'agression d'un reporter en particulier a fait prendre conscience à la chaîne du danger que pouvaient courir ses reporters durant les manifestations GJ, au point de systématiser l'usage d'agents de sécurité. Il s'agit de Jean-Wilfried Forques, 56 ans, grand reporter, sorti de l'IJBA en 1987. Après avoir travaillé 20 ans à Sud Radio puis un an à Europe 1 comme correspondant à Toulouse, il rejoint les équipes de BFMTV et RMC en 2009. Joker à 20h, il est également sur le poste de rédacteur en chef tous les trois mois à Paris.

« J'ai été agressé par des GJ durant l'acte 2. C'était à Toulouse le 24 novembre 2018 à 15h30, à 800 mètres de chez moi. Je m'en souviens car tout a été filmé. J'étais avec deux gardes du corps et des GJ m'ont couru après, j'ai dû me réfugier dans un commerce. Les agents étaient restés à

l'extérieur pour les empêcher de rentrer et j'ai dû me faire exfiltrer du magasin par des CRS. Si j'avais trébuché, je ne sais pas du tout ce qu'il se serait passé, mais heureusement que les CRS sont arrivés. A partir de ce moment-là, il y a eu une prise conscience pour continuer à être sur les événements mais assurer notre sécurité. J'ai déposé plainte pour menaces et tentative de lynchage, la chaîne aussi. Mais le parquet a abandonné les poursuites car je n'ai pas pu identifier mes agresseurs. En même temps, j'étais de dos lorsque je courais... »

Tout comme sa collègue de Paris, M. Forques a noté un changement brutal dans le rapport entre journalistes et manifestants, une rupture qu'il attribue au fait que des individus radicaux se soient infiltrés lors des rassemblements. *« Je trouvais que le début du mouvement GJ était sympathique, attachant, avec des pères de famille qui ont du mal à joindre les deux bouts. Puis, vite, on a senti que des groupes dangereux, dont les black bloc, sont arrivés. A des péages, ils disaient "ils sont où ces enculés de BFMTV ?" ».*

Encore une fois, le nom de la chaîne est scandé sur le terrain avant même que la présence de journalistes n'ait été constatée. *« Ils sont là pour casser du journaliste. Je n'étais pas surpris le jour de mon agression car un climat hostile c'était déjà installé l'avant-veille de l'acte 2. Le deuxième samedi de manifestation, les black bloc ont débarqué à Toulouse. On sentait la tension monter. La chaîne l'a sentie et elle m'a attribué des gardes du corps. Je n'avais pas du tout d'appréhension, j'imaginai que ça pouvait être tendu, mais pas à ce point. »*

Selon le témoignage des trois journalistes, qui décrivent des relations cordiales avec les manifestants lors des prémices du mouvement, l'infiltration par des éléments violents et organisés serait une des explications à la dégradation soudaine des relations entre le mouvement et les reporters.

- Des violences prolongées de cas de cyber harcèlement

Cette virulence ne se constate pas uniquement sur le terrain mais continue y compris en dehors des journées de mobilisation. Les réseaux sociaux, moyen d'information et d'expression privilégié des GJ face à des médias grand public qu'ils estiment indignes de confiance, et l'opportunité de harcèlement numérique qu'ils offrent ont également constitué un outil prisé des individus radicaux pour exprimer aux journalistes le dédain qu'ils leur vouent. *« J'ai eu des menaces de mort sur les réseaux sociaux le soir après mon agression. Un classique... se remémore M. Forques. On m'a envoyé sur Twitter et Facebook "On sait où tu habites, on va te tuer." J'ai été sous protection judiciaire pendant six mois, ma famille aussi. »*

M. Paillanave a également fait l'objet d'intimidations à distance, l'obligeant à revoir sa visibilité en ligne. « *Ils ont appelé par erreur ma grand-mère en disant : « T'inquiet, Franck, on ne va pas te louper la prochaine fois. » Des collègues ont retrouvé des GJ accrochés à leur grillage, alors que les autres maisons alentour avaient été épargnées. Je suis sur liste rouge, pour me trouver, il faut vraiment me chercher. J'ai immédiatement anonymisé ma page Facebook pour que seuls mes amis puissent me trouver. Sur Twitter, je ne réponds qu'à ceux que je connais. Il y a dû y avoir une centaine de messages insultants. Je ne bloque pas car ça ne sert à rien, je ne veux pas leur donner d'importance. »*

Peu actif sur les réseaux, Mme Alos y a jusqu'ici échappé. « *J'évite d'utiliser mon compte Facebook personnel pour contacter des gens. »* A noter néanmoins que son agression n'a pas été documentée outre-mesure contrairement à celles, relativement plus violentes, de M. Paillanave¹¹ et Forques¹², qui sont intervenus dans les médias pour en parler. Ces deux journalistes semblent avoir été ciblés, en représailles de la dénonciation publique de leur agression, par des individus qui auraient mal supporté que le mouvement GJ soit associé à toute forme de violence. De la même manière, le journaliste de BFMTV Igor Sahiri, qui a été violemment expulsé du lieu de rassemblement d'une manifestation anti-pass sanitaire devant le Sénat le 22 juillet 2021¹³, avait été la cible de moqueries sur des pages internet pro-GJ. Elles relayaient notamment la vidéo d'une scène se déroulant à posteriori où on le voit frapper dans le téléphone d'un individu qui le suivait en le filmant, alors qu'il quittait les lieux du rassemblement¹⁴. Ces groupes militants le présentaient alors comme l'agresseur et non la victime, contrairement à ce qu'il avait affirmé sur les plateaux de BFMTV. Ces cas de harcèlement en ligne semblent ainsi s'inscrire dans ce qui s'apparente à une bataille de la communication, avec une volonté claire d'intimider et/ou décrédibiliser les journalistes qui ont dénoncé les violences qu'ils ont subies.

- **Des violences qui ont perduré durant le mouvement anti-pass**

¹¹ Julien Garrel et Franck Paillanave, journalistes agressés en marge de l'acte IX des Gilets-jaunes ; interview réalisée par Yann Barthes pour Quotidien (Canal+), 14 juillet 2019

¹² "Ils avaient la bave aux lèvres" : un journaliste de BFMTV visé par des "gilets jaunes" à Toulouse raconte son agression ; Thomas Baïetto, France Info, 25 novembre 2018

¹³ "BFM, cassez-vous !" : Une équipe de BFMTV chassée de la manifestation des antivaccins à Paris hier ; Valentin Barbier, Puremédias, 15 juillet 2021

¹⁴ Tweet présentant le journaliste de BFM-TV Igor Sahiri comme l'agresseur et non la victime lors de la manifestation anti-pass aux abords du Sénat de laquelle il a été chassé, Opérations spéciales GJ, Twitter, 23 juillet 2021

Aujourd'hui, bien que les manifestations GJ aient largement décliné en taille et soient beaucoup moins médiatisées en tant que telles, les violences visant les journalistes n'ont pas cessé. *« Il y a eu une recrudescence avec le mouvement anti-vax l'été dernier, au moment où Macron a instauré le pass sanitaire, estime Cécile Pigalle. Ça a suffi à remettre du fioul. »* Les deux mouvements présentent en effet comme similarité de se revendiquer « antisystème ». Si le mouvement GJ, originellement rural et issu de la classe populaire, s'est caractérisé par son opposition à une élite qui se complairait dans les inégalités sociales, celui des anti-pass s'est caractérisé par son opposition au consensus scientifique sur la sûreté et l'efficacité des vaccins contre le Covid-19. C'est au sein même de cette « élite » à conspirer qu'ils ont intégré les journalistes, serviteurs, selon eux, du pouvoir économique et politique davantage que de l'intérêt général.

M. Forques a été témoin de cette hostilité alors qu'il couvrait le « Convoi de la liberté », un concept venu du Canada, où des centaines d'automobilistes ont tenté de converger vers la capitale pour contester l'instauration du Pass vaccinal. *« Je suis parti à Perpignan, où il y avait plein de mecs du sud qui s'étaient donné rendez-vous. Je me mets en position pour un duplex, mais ils m'ont reconnu et m'ont empêché de filmer. Une femme se mettait devant et plaquait sa pancarte contre l'objectif. Ils criaient "BFMTV enculé, info de merde, vous racontez que des conneries." Je leur ai demandé de me laisser faire mon travail. Ils m'ont menacé, j'ai essayé de parlementer mais ce n'était pas possible. »* A ce moment-là, le journaliste n'étaient pas accompagnés de gardes du corps car, avec son JRI, ils n'avaient pas estimé cela nécessaire.

M. Paillanave a également constaté des violences visant les journalistes durant ces manifestations, mais avec un caractère moindre. *« J'ai fait deux ou trois manifestations anti-pass en août 2021 et, pareil, une minorité jette des pétards au JRI. Donc j'ai dit "les manifestations, c'est non." J'ai un peu anticipé car il y avait des GJ au sein des anti-pass. Il y avait aussi des gens qui ne voulaient pas parler aux médias car ils pensaient que notre travail n'est pas correct, mais au moins avec eux on pouvait discuter. Il n'y avait pas la même virulence. A Pau, en tout cas, ils étaient plus calmes que les GJ. »*

Du côté de Mme Alos, aucune violence n'a été constatée dernièrement, alors que le pass sanitaire a été levé le 14 mars 2022. *« Ça s'est calmé dernièrement. Il y a toujours des manifestations du secteur de la santé ou encore des professeurs, mais là on n'a pas de problème. J'ai couvert une manifestation pour le pouvoir d'achat dernièrement, ça s'est très bien passé. »*

- **Les médias visés en général, mais BFMTV tout particulièrement**

Ainsi, bien que cette défiance cible la plupart des médias, M. Paillanave reconnaît que la chaîne a été particulièrement prise pour cible. *« La critique envers les médias est ancienne, mais on est passé à un autre cadre avec les GJ, carrément à du physique. Je n'avais pas anticipé que ça pourrait dérailler comme ça. Là on s'est rendu compte qu'il y avait une haine envers BFMTV, mais également aujourd'hui envers CNews par exemple, même si c'est moins violent. »*

La deuxième chaîne d'information en continu de France (2% de part d'audience en 2021¹⁵), anciennement iTélé et reprise par Vincent Bolloré en 2016, fait effectivement l'objet de nombreuses controverses depuis cinq ans. En cause, sa dérive managériale autoritaire, l'omniprésence des débats au détriment des enquêtes et reportages, les contre-vérités prononcées en plateau sans contradictoire apporté et sa ligne éditoriale ultra-conservatrice, à l'image de son éditorialiste star, le polémiste Éric Zemmour. Le candidat aux dernières élections présidentielles a notamment été condamné deux fois pour appel à la haine raciale, en février 2011 et septembre 2019. La moindre virulence envers cette chaîne peut s'expliquer en partie par le caractère antisystème et anti-élite des mouvement GJ et anti-pass, un caractère entré en collision avec l'identification de BFMTV comme un relais de la « doxa », c'est-à-dire la parole officielle et intégrée par la majorité. À l'inverse, CNews jouit davantage d'une image de média d'opposition à l'actuel président, aux antipodes sur les questions identitaires.

Hervé Bérout, 58 ans, formé au CFJ, directeur de l'info du groupe Altice media (qui regroupe les chaînes BFM et RMC) et auparavant directeur de la rédaction de BFMTV de 2010 à 2016, confirme cette tendance lors de l'entretien réalisé avec lui dans le cadre de ce mémoire. *« On a constaté une véhémence plus importante que pour les autres chaînes, même si beaucoup de médias locaux comme France bleu ou France 3 ont eux aussi souvent été agressés. Néanmoins, nos chiffres d'audience montrent que c'est une chaîne appréciée par la grande majorité des Français. »* Cette dernière affirmation peut être nuancée par le fait que consommer un contenu d'actualité ne signifie pas pour autant apprécier son diffuseur. Selon les trois reporters interrogés dans le cadre de ce mémoire, les premiers à critiquer la chaîne sont également les premiers à la regarder.

I.b - Une volonté d'informer à l'épreuve des intimidations

Les violences verbales et physiques sont une chose, la manière dont les journalistes qui en sont victimes les appréhendent en est une autre. À partir du moment où cette virulence se traduit de manière aussi régulière, la question qui se pose alors est : comment se protéger en faisant

¹⁵ Médiamat annuel 2021, audiences en jour de vision, Médiamétrie, 3 janvier 2022

abstraction des commentaires les plus infamants, tout en restant ouvert aux critiques constructives envers la profession ? Une profession, qui, par nature, implique de revoir constamment ses grilles de lecture. Comment les journalistes de BFMTV ont-ils vécu ces agressions à chaud, puis à froid ?

- **« Il faut subir sans rien dire »**

Mme Alos, se présentant comme une forte tête, a particulièrement à cœur de défendre son travail et celui de ses collègues reporters, qui doivent faire preuve d'énormément de sang froid sur le terrain face à des individus décrits, pour beaucoup, comme irrationnels. *« A chaud, et je parle aussi pour mes collègues, on est assez fortiches parce qu'on ne doit pas répondre, rester stoïques, même si on a envie de s'énerver. Au début, on essayait d'argumenter, de faire de la pédagogie, mais quand vous êtes face à un mur avec des idées ultra arrêtées, ça ne sert à rien et il faut laisser couler. On a envie de hurler sur eux mais il ne faut pas. En plus, dans ces cas-là, tout le monde a le réflexe de filmer. Si on s'énerve, ce sera sur les réseaux sociaux et on se fera afficher. »*

La reporter avoue avoir eu, au fur et à mesure, de plus en plus de mal à éprouver de l'empathie envers les manifestants. *« Au bout d'un moment, le mouvement me sortait par les yeux. A froid, on déteste ces gens. Ça créait une appréhension. Peu importe ce qu'on peut dire ou faire, ils ne verront rien, seulement ce qu'ils n'aiment pas, et ils viendront nous faire chier. »*

Se pose alors le risque d'une prophétie auto-réalisatrice. En étant si agressif vis-à-vis des journalistes de la chaîne, les individus les plus radicaux, convaincus d'être méprisés par les journalistes, ne risquent-ils pas d'attirer la haine des reporters sur le mouvement ? De cette question découle celle d'un impératif de neutralité mise à mal chez les reporters qui ont couvert le mouvement sur le temps long. Mme Alos assure que c'est un véritable défi. *« On a une opinion très négative à force mais il faut savoir faire la part des choses. Ce n'est pas simple, on est humain. »*

- **« Ce n'était pas moi mais la chaîne qui était visée »**

Pour ce qui est de savoir si ces agressions ont provoqué une introspection chez les victimes, M. Forques estime qu'il n'y a pas de raison dans la mesure où il n'était pas ciblé en tant qu'individu. *« J'ai très vite compris que ce n'était pas moi mais la chaîne qui était visée. J'ai 35 ans de métier donc j'ai vite fait la différence. Cela n'a pas du tout suscité de remise en cause dans mon esprit. Je suis très critique vis-à-vis de moi-même mais je trouve que j'ai eu les bons réflexes, j'ai anticipé et accéléré quand il fallait se planquer. J'ai eu envie de leur répondre mais je ne l'ai pas fait, on se serait fait fracasser. »*

L'ancienneté et l'expérience des journalistes agressés semblent également jouer un rôle sur l'impact personnel qu'ont sur eux ces événements. « *Je n'y pense plus vraiment aujourd'hui. J'ai fait 10 ans de guerre à l'étranger donc j'ai vu pire. Mais c'est parfois plus difficile au coin de la rue qu'à l'autre bout du monde.* » A l'inverse, M. Paillanave, plus jeune, affirme avoir été très affecté psychologiquement par son agression. « *J'ai réalisé seulement quelques heures après ce qu'il venait de se passer. On se dit que si on prend un coup parce qu'on est journaliste, quelque chose ne va pas. J'ai eu une énorme remise en question sur notre travail. Pourquoi moi ? Suis-je vraiment fait pour ce métier que je fais ça depuis le lycée ? Je ne veux pas me lever le matin avec une boule au ventre en me demandant si je vais me faire taper. La nuit d'après, je n'ai pas dormi, la seconde nuit j'ai dormi trois heures. Tous mes potes m'ont appelé pour me soutenir, me dire de continuer. Donc je me suis dit "tu arrêtes tes conneries et tu reprends la caméra." A froid, j'ai réalisé que le problème venait d'en face. Si on ne peut pas en placer une, ça ne peut pas être constructif. Ce n'est pas une histoire de critique. Si on gueule, on ne s'écoute pas.* »

M. Paillanave avoue en être arrivé à un point où il estime la critique d'une personne par son niveau d'agressivité. Une conception compréhensible mais qui pose le risque d'un dialogue de sourd entre informés et journalistes. Plus le public estime avoir à faire à des pratiques journalistiques inacceptables, plus celui-ci risque d'être virulent et ainsi de rendre les raisons de leur colère inaudible pour les journalistes.

- **Des reporters déterminés à rester dans la chaîne**

La France compte quatre chaînes d'information en continu généraliste, un chiffre très important comparé à ses voisins. Il aurait pu paraître logique que des reporters de BFMTV, face à l'image dont souffre leur employeur, se soient tournés vers la concurrence pour se préserver. Néanmoins, si Mme Alos songe aujourd'hui à quitter la rédaction, elle l'assure, les violences durant les récentes manifestations n'y ont joué aucun rôle. « *Je me suis déjà posé la question, j'ai fait un peu le tour de la rédac. Je suis dans une réflexion normale après 10 ans. Je ne me suis jamais dit que j'allais partir à cause de la mauvaise image de BFM. On n'a jamais critiqué mon travail en interne. Le fait de travailler pour BFM et d'avoir cette image n'est pas ce qui va me faire partir.* » La question de la reconnaissance en interne joue à chaque fois un rôle primordial dans la relativisation des critiques en externe.

Même détermination du côté de M. Paillanave, qui n'exclut pas de retravailler pour la chaîne. « *Je n'ai pas eu l'occasion de refaire de pige dernièrement pour BFMTV. Cela ne m'a pas dissuadé de retravailler pour eux. Je suis en très bons termes avec leurs journalistes. Mais je ne fais pas de*

manifestation anti-pass. Je n'ai plus envie de chercher à plaire à ces 10% extrêmes, de prendre le risque de finir aux urgences ou qu'on idiot casse ma caméra. »

De même pour M. Forques. « Je n'ai jamais songé à changer de média, je suis bien à BFMTV, on fait de l'audience, de l'info, etc... je n'irai pas sur chaîne très marquée comme CNews, avec son parti pris assumé, mais pas non plus chez France Info ou LCI. De toute façon, on dit de la presse en général qu'elle cache tout. »

La tendance est confirmé par Hervé Bérout. « Il n'y a pas eu de démission à cause de ça. C'est une minorité de nos journalistes qui ne voulait plus traiter le sujet de ces manifestations. »

Partie II : A quoi tient ce climat de tensions, quelle part de responsabilité pour la chaîne ?

Si c'est d'abord l'irrationalité qui a poussé leurs agresseurs à s'en prendre spécifiquement à eux selon les journalistes, ceux-ci reconnaissent volontiers, lorsque la question leur est directement posée, que la ligne éditoriale de BFMTV a également joué un rôle. Le but de cette seconde partie sera ainsi d'identifier, d'un côté, les motivations qui relèvent du fantasme, de la médisance, du malentendu, et de l'autre, les choix faits par la chaîne qui ont contribué à détériorer son image au grand dam des reporters.

II.a - BFMTV, un média que les Français adorent détester

Il serait réducteur de s'en tenir aux propos complotistes tenus ouvertement lors des rassemblements pour expliquer le niveau de méfiance, bien que le conspirationnisme puissent être le prolongement de critiques légitimes. Sans vouloir tomber dans un effet de loupe en donnant une sur-visibilité aux actes les plus irrationnels plutôt qu'à ceux dont il est plus facile de tirer une interprétation structurelle, nous tenterons ici d'établir les éléments qui ont pu conduire à ce climat de défiance, indépendamment de la bonne volonté des journalistes.

- La rançon de la gloire

Pour la direction, l'image négative dont souffre la chaîne et la fascination malsaine qu'elle suscite seraient intrinsèques à son statut de première chaîne d'information en continu. « *Être leader a des conséquences*, estime M. Béroud. *Evidemment, on est au cœur des manifs en permanence, donc on est scruté encore plus par les manifestants. Cette combinaison fait que la chaîne avait une place particulière dans leur cœur.* » Même argument du côté de Céline Pigalle : « *Quand la crise des GJ a commencé, on faisait 70% de part d'audience parmi les chaînes d'information en continu. Mécaniquement, plus on connaît la marque, plus elle est puissante dans l'espace public et plus on lui reproche d'être trop influente.* » La grande visibilité de la chaîne, à la fois sur les postes de télévision des Français et sur le terrain, serait l'une des explications à cette obsession que vouent certains manifestants au canal 15. Il n'est pas risqué d'affirmer en effet qu'il est plus aisé de structurer une rancœur multifactorielle envers un unique « coupable » qu'envers la multitude d'acteurs impliqués dans la situation dénoncée. Il n'est pas impossible de voir en BFMTV ce bouc-émissaire qui s'est retrouvé être le principal réceptacle de cette haine populaire envers les médias traditionnels, bien que la responsabilité de la rupture du lien de confiance soit partagée.

BFMTV est également, il faut le rappeler, la bête noire des idées complotistes selon lesquelles il y aurait connivence systémique, systématique et délibérée entre les journalistes et les élites économiques et politiques. Le logo de la chaîne apparaît à ce titre, aux côtés de celui de LCI, sur l’affiche du documentaire complotiste « Hold-Up », qui affirmait que la pandémie de Covid-19 serait une conspiration visant à instaurer un nouvel ordre mondial et à laquelle BFMTV aurait contribué en manipulant l’opinion publique.

- **Une méfiance héritée d’un temps révolu**

Cette image de la chaîne est aussi à replacer dans un contexte où la méfiance des citoyens culmine particulièrement en France à en croire l’étude IPSOS évoquée au début de ce mémoire. En effet, 39% des Français interrogés déclarent ne pas estimer les médias dignes de confiance, un chiffre supérieur à la moyenne mondiale, qui est de 34%¹⁶. Un chiffre bien supérieur à ceux dans les régimes autoritaires ou dictatoriaux, comme la Chine ou la Russie, où la liberté de la presse est pourtant très limitée. Il convient ainsi de s’intéresser également à l’aspect historique de cette défiance. Si BFMTV, au même titre que la plupart des médias, est identifiée comme étant au service du pouvoir par ses détracteurs les plus extrêmes, une partie de l’explication peut être trouvée dans le fait, qu’en France, la presse a dès ses débuts été utilisée comme outil de propagande par la monarchie française. Une particularité nationale si on observe son voisin anglais par exemple.

Alexis Lévrier, maître de conférences à Reims et chercheur associé au Groupe de recherches interdisciplinaires sur les processus d’information et de communication du Celsa, évoque cette tradition de défiance des Français. « [...] *la presse imprimée fait véritablement son apparition sur le territoire du Royaume en 1631 : cette année-là, deux gazettes - autrement dit, deux périodiques consacrés à l’information politique - naissent presque simultanément à Paris*¹⁷. »

Le premier est « Les Nouvelles Ordinaires », de Jean Epstein, et le second, « La Gazette » de Théosphrate Renaudot. Ce dernier est « *considéré aujourd’hui comme le glorieux inventeur de la presse française [...] emblème d’un journalisme exigeant et son nom reste associé à l’un de nos plus prestigieux prix littéraires. Or il doit surtout sa place au panthéon des lettres françaises à son immense docilité à l’égard du pouvoir monarchique*¹⁸. »

¹⁶ Global truthworthiness index, Ipsos, 12 octobre 2021, p.18

¹⁷ Alexis, Lévrier, *Le contact et la distance – Le journalisme politique au risque de la connivence*, Les Petits Matins, Editions du Seuil, 2016, p. 95

¹⁸ *Ibid.*, p. 96

C'est néanmoins ce dernier, beaucoup moins enclin à résister aux pressions du pouvoir, qui va s'imposer dans le domaine de l'information politique face à son concurrent. L'Europe est à cette période en plein milieu de la guerre de 30 ans (1618-1648), un contexte de crise qui a suscité une forte demande de la part du public français pour être informé de l'actualité politique, militaire et diplomatique.

« Louis XIII et le cardinal de Richelieu comprennent aussitôt le danger que représente un journalisme libre et pluraliste. Ils perçoivent, dans le même temps, le parti qu'ils peuvent tirer de ce nouvel instrument qu'est la presse périodique. [...] Renaudot accepte sans difficulté de transformer son journal en porte-voix du roi et de son ministre. En toute logique, l'État décide donc de soutenir le fondateur de la Gazette et lui attribue un privilège perpétuel, autrement dit un monopole sans limitation de durée sur toute l'information politique. Malgré un long combat judiciaire contre Renaudot, les éditeurs des Nouvelles Ordinaires doivent cesser de faire paraître leur journal dès le mois de décembre 1631. En moins d'un an, la presse française a donc dû renoncer à la liberté pour devenir un outil de propagande entre les mains du roi. [...] Ce système va non seulement perdurer, mais il va même progressivement se renforcer. Dans les décennies qui suivent la création de la Gazette, la mainmise de l'État sur la presse s'élargit en effet à tous les domaines de l'actualité. [...] l'état entend satisfaire les attentes de la population tout en contrôlant aussi étroitement que possible l'ensemble de la presse. Il y parviendra, au moins dans un premier temps car cette organisation s'avérera d'une redoutable efficacité et ne disparaîtra officiellement qu'avec l'effondrement de la monarchie elle-même, plus d'un siècle et demi après le lancement de la Gazette¹⁹. »

Cette histoire française d'une presse, quasiment dès sa naissance sous contrôle du pouvoir politique, aurait profondément marqué les esprits et nourrit une méfiance vis-à-vis des médias français, bien que la situation de subordination des médias de l'époque ne soit plus d'actualité aujourd'hui.

« Même s'il a tendance à s'aggraver aujourd'hui, ce manque de considération du public français pour le travail de ces journalistes n'a rien d'une nouveauté. Il s'agit même de l'une des faiblesses les plus anciennes de la presse française et de l'une des causes qui expliquent son essor relativement tardif car, dès le XVIIe siècle, les lecteurs ont pris conscience que l'information fournie dans les journaux officiels étaient lacunaire et souvent mensongère. Beaucoup d'entre eux sont donc allés chercher ailleurs l'information qu'ils ne pouvaient espérer trouver ni dans la Gazette ni dans le mercure galant²⁰. »

- **L'effet « mouton de panurge » en manifestation**

¹⁹ *Ibid.*, p. 97

²⁰ *Ibid.*, p. 108

Bien sûr, le meilleur moyen d'identifier les motivations des agresseurs des journalistes de BFMTV serait de leur poser directement la question. Franck Paillanave a justement eu l'occasion d'être confronté à son agresseur après l'arrestation de celui-ci. Néanmoins, les échanges entre les deux hommes n'ont pas permis d'établir un mobile où une revendication précise tant les propos étaient évasifs.

« Le lendemain de mon agression, j'ai porté plainte. La vidéo a tourné et l'agresseur a été identifié. C'était juste un coup de pied mais sur le principe on ne voulait plus laisser passer ça, pour moi, mais aussi pour être solidaire envers mes collègues qui subissaient. Il a été arrêté rapidement et il y a eu une confrontation. Il se présentait comme un agent de sécurité du cortège alors qu'il était blessé à la jambe. Il a dit en gros " j'ai vu un journaliste se faire emmerder alors j'y suis allé." Il n'a pas formulé de justificatif précis, il voulait juste se taper un journaliste. Il avait une cinquantaine d'années et était sans-emploi il me semble. Je ne sais pas s'il avait des antécédents. Au moment où on m'a raccompagné, le policier a dit que cet homme était complètement illogique dans ses propos. Il avait du mal à y voir autre chose que de la bêtise. Au final, l'affaire a été classée sans suite car il n'y a pas eu d'ITT ou de préjudice financier, mais je pense que le gars a eu un bon coup de flippe. J'ai appris ça un an et demi après. Je crois qu'il a eu un rappel à la loi. »

Moins qu'une agression aux motifs politiques clairs, ces propos tendent à souligner l'influence de l'effet de groupe sur ces agressions et l'amoindrissement du discernement des auteurs de violences qui, au milieu d'une foule en colère, oublient leur responsabilité individuelle. Mme Pigalle en parle comme d'un certain panurgisme belliqueux et affirme que d'autres auteurs traduits en justice ont également eu des propos très décousus, comme s'ils n'étaient plus eux-mêmes au moment des agressions. *« Il y a des phénomènes de meute sur le terrain. On a atteint un nouveau niveau de violence et de danger avec ces mouvements de foule incontrôlables. Dans les tribunaux, ils disent qu'ils ne se rendaient pas bien compte de ce qu'ils faisaient. »*

Le traitement médiatique quasi-inédit pour un mouvement social, que Mme Pigalle compare à Mai 1968, et son souhait de « révolution », mot qui n'est historiquement pas anodin dans le vocabulaire français, a pu contribuer à nourrir cette hystérie collective qui a conduit les manifestant à agir aussi violemment.

- **Des méthodes d'organisation aux antipodes des habitudes journalistiques**

L'hostilité perçue par les manifestants à l'égard de leur mouvement peut aussi tenir des difficultés qu'ont eues les journalistes de BFMTV à traiter un tel événement, très hétérogène et sans représentant officiel.

« D'abord, il y avait une revendication claire, puis ça s'est dispatché, donc on a dû synthétiser, confie M. Paillanave. C'est la première fois qu'on a une manifestation sans structure militante et sans syndicat. Là, il fallait parler à tout le monde. Le fait de ne pas avoir d'organisation a changé la donne. Au début, on prenait les chiffres de la police pour estimer le nombre de gens présents. A Pau, on avait fait une estimation avec des médias locaux, on a compté et l'écart avec les chiffres de la police n'était pas énorme. »

Ce point revient régulièrement parmi les reproches qu'ont entendus les journalistes sur le terrain dès novembre 2018. Un important décalage est rapidement apparu entre les chiffres donnés par les manifestants, à partir de données floues comme le nombre d'inscrits sur les pages d'événement Facebook dédiées, et ceux du ministère de l'Intérieur, obtenus grâce aux agents du renseignement territorial²¹. *« On a vu dès le début du mouvement Gilet jaunes, le 17 novembre 2018, que des boucles en ligne colportaient l'idée selon laquelle les manifestants étaient plus d'un million, se rappelle Mme Pigalle. Mais les journalistes ont rendu compte d'environ 282 000 personnes environ sur la base des chiffres du ministère de l'Intérieur, car nous n'avions pas de chiffres officiels. Peut-être qu'on aurait dû insister davantage sur le fait qu'on n'avait pas de contrepoint, car la particularité de ce mouvement était qu'il était très déstructuré et qu'il n'y avait pas de syndicat, donc pas de méthode de comptage officielle. A mon grand regret, on n'aura jamais le chiffre réel. »*

Cette inconscience des GJ de la grande particularité de leur mouvement et des difficultés de traitement médiatique qu'elle impliquait peuvent en partie expliquer pourquoi les chiffres donnés par BFMTV ont été perçus comme une volonté de minimisation de l'ampleur de la mobilisation. Habitué à échanger avec des instances dirigeantes dans une optique de représentativité, les journalistes se sont retrouvés face à une difficulté avant même le début de la crispation des relations.

« Il n'y avait pas que des éditorialistes pour parler du mouvement, rappelle Mme Pigalle. Des GJ venaient aussi en plateau et on nous l'a reproché. Il y a eu un sujet au niveau de la représentativité car ce mouvement n'a jamais voulu de leader. » Cette volonté de ne voir immerger aucun représentant s'est en effet heurtée aux méthodes de travail traditionnelles des journalistes. Ce mépris pour le système et la notion d'élites dirigeantes était tel que plusieurs GJ, comme Ingrid Levavasseur, avaient été fustigés pour leur décision de se présenter aux élections européennes de 2019, un engagement en politique vu comme une « trahison » par certains. Cette figure des gilets jaunes avait d'ailleurs également fait l'objet de menaces de mort en ligne après avoir un temps

²¹ Anti-pass sanitaire et Gilets jaunes : la note comparative des renseignements territoriaux, Jean-Michel Decugis, Le Parisien, 27 juillet 2021

envisagé de devenir chroniqueuse pour BFMTV²², signe que le mouvement considère encore une fois la chaîne comme incompatible avec son combat. Faute de représentant officiel, les journalistes ont dû se rendre directement sur le terrain pour recueillir les témoignages de participants aux manifestations. Mais cette démarche s'est parfois avérée contre-productive tellement les revendications ont commencé à diverger après le retrait de l'augmentation de la taxe sur le carburant : démission d'Emmanuel Macron, taxation accrue pour les grandes fortunes, augmentation des salaires, fin des privatisations d'entreprises publiques, désarmement des policiers, démocratie davantage participative, augmentation des pensions de retraites, etc... Les journalistes se sont paradoxalement parfois fait accuser par la suite de ne donner la parole qu'à des gens peu représentatifs de leurs idées. Difficile à partir de là de savoir à qui s'adresser par rapport à cet esprit de ras-le-bol général. Mais ce quiproquo tient également d'une certaine méconnaissance des principes journalistiques élémentaires.

- **La confusion entre communication et journalisme**

Le sentiment d'hostilité perçu par les manifestants de la part de BFMTV s'inscrit dans une certaine confusion entre information et communication de la part des manifestants. Il a en effet été parfois reproché à la chaîne par certains GJ de montrer les images des violences urbaines commises pendant les rassemblements : feux de voitures, vitres brisées, pillages, projectiles sur les forces de l'ordre, etc...Autant d'images diffusées pouvant être perçues comme une volonté de décrédibiliser le mouvement. Néanmoins, les incidents violents, en raison de leur récurrence et notamment dès que la foule était assez compacte pour permettre aux casseurs de se dissimuler, ont fini par être en partie constitutifs du mouvement GJ.

Il est difficile de considérer ces événements comme de simples faits divers indépendants du combat porté par les GJ contre les élites politiques, qu'ils estiment non-représentatives de la volonté populaire. A titre d'exemple, le saccage et l'incendie du restaurant du Fouquet's n'étaient pas anodins et imposaient d'être traités d'un point de vue journalistique. Prisée par de nombreuses personnalités publiques, la célèbre brasserie parisienne est identifiée comme un symbole du pouvoir politique, notamment pour avoir été le lieu où Nicolas Sarkozy a célébré avec ses convives sa victoire à l'élection présidentielle de 2007. Ne pas évoquer ces événements aurait à l'inverse pu s'assimiler à une forme de sympathie pour le mouvement, loin du principe d'impartialité que doivent respecter les journalistes (l'omniprésence de ses images pose néanmoins une question qui

²² Cyberharcèlement : « Après les appels au viol et les menaces de mort, j'ai été agressée physiquement », explique Ingrid Levavasseur, Hakima Bounemoura, 20 Minutes, 15 avril 2019

sera évoquée plus tard dans cette seconde partie). Une rumeur selon laquelle l'incendie du Fouquet aurait été provoqué par des grenades lacrymogènes lancées en cloche sur les stores du restaurant a d'ailleurs circulé. Une version contredite par les services de fact-checking de plusieurs médias comme France Info qui, après visionnage de plusieurs angles de vidéos amateurs, en est venu à la conclusion que l'incendie a été provoqué par un feu de bengale²³. De telles vérifications, bien que pleinement constitutives du métier de journaliste, sont régulièrement dénoncées par des militants GJ, accusant les médias d'avoir la présomption de détenir la vérité. « *On a fait notre taff en leur donnant la parole, mais on doit aussi faire du fact-checking, rappelle M. Forques. Si l'un d'eux dit par exemple que la terre est plate, on ne peut laisser passer sans vérifier.* » Certains manifestants voient comme un parti-pris, voire comme de l'aversion à leur égard, le fait que leur propos soient vérifiés et remis en cause par des rédactions.

Face à ce qu'ils considèrent être des fautes déontologiques, les GJ se sont tournés vers des sources d'information autres que les médias traditionnels. L'apparition de journalistes militants, à l'image de Taha Bouhafs ou Maxime Nicolle, a aussi pu contribuer à renforcer cette confusion entre ligne éditoriale et déontologie journalistique. Non contents du traitement médiatique accordé au mouvement populaire, ceux-ci ont souhaité lui en accorder un qu'ils estimaient davantage bienveillant et pertinent. Si l'intention de départ, qui était de s'intéresser à des problématiques d'ordinaire peu traitées par les médias généralistes, est louable, il est apparu que ceux-ci ont souvent eu davantage à cœur de faire adhérer le public aux idées des manifestants plutôt qu'à l'informer. Cette proximité s'est régulièrement traduite par d'évidents biais cognitifs qui les ont parfois conduits à relayer de fausses informations qui victimisaient à outrance les manifestants ou décrédibiliser le gouvernement. Une conception du métier à l'opposé de l'un de ces principes déontologiques fondamentaux, à savoir la vérification d'une information même si elle va dans le sens des opinions personnelles du journaliste, mais qu'une partie des GJ a alors considéré comme le journalisme qu'ils méritaient dès le départ.

Également interrogé dans le cadre de ce mémoire, Bertrand Hadet, 47 ans, rédacteur en chef en charge des opérations spéciales à BFMTV, a constaté cette concurrence sur le terrain et un accueil différencié de celui auquel les journalistes de BFMTV avaient souvent droit. « *Il y a aussi des gens qui jouaient aux journalistes, alors que c'étaient des purs militants, rappelle l'ancien présentateur pour iTélé de 1999 à 2008, formé à Science Po Lyon et l'ESJ Lille. Ils allaient dans le sens des manifestants et ceux-ci disaient après qu'eux étaient de vrais journalistes. Ceux qui avaient le*

²³ "Gilets jaunes" : l'incendie du Fouquet's a-t-il été provoqué par des grenades lacrymogènes des forces de l'ordre ? ; France Info, 18 mars 2019

moins de problèmes à l'antenne étaient les plus complaisants. Les gens ont estimé que c'était la bonne façon de concevoir le métier. Ils passent pour les gentils et nous pour les méchants. »

Néanmoins, certains reproches adressés à la chaîne sont relativement intrinsèques à sa ligne éditoriale. Il s'agira maintenant de voir, toujours dans une optique de mieux comprendre et décrypter ce qui a motivé une telle vindicte, les critiques qui sont davantage légitimes et les choix de la chaîne qui ont indirectement contribué à la détérioration des relations entre reporters et manifestants.

II-b - Un média à l'image des principales critiques envers le journalisme contemporain

Bien sûr, il ne suffit pas de réduire l'aversion des manifestants GJ envers BFMTV à de simples mécompréhensions ou inepties. Si la défiance envers la chaîne a trouvé un tel écho, c'est aussi qu'elle repose sur des critiques légitimes qui tiennent à sa ligne éditoriale, la fameuse « priorité au direct ». Sans vouloir faire le procès du traitement médiatique de la crise des GJ, il s'agira ici d'analyser les choix de BFMTV qui ont conduit à la détérioration des relations entre GJ et reporters. Nous interpréterons certains des termes violents scandés sur le terrain à l'encontre des journalistes pour les rattacher à des critiques structurelles légitimes et inhérentes à la ligne éditoriale de BFMTV.

- Un décalage entre les reporter et les éditorialistes

Un point sur lequel s'accordaient les reporters était que les manifestants leur attribuaient les propos tenus par les éditorialistes de la chaîne. Les journalistes relèvent notamment un « *décalage* » entre la situation observée sur le terrain et le commentaire qui en a été fait à posteriori en plateau.

Pour Mme Alos, « *les gens à la rédaction qui reçoivent des images de feux de voitures se disent "Oh mon dieu c'est en train de péter", alors que nous sur le terrain on se dit que c'est un épiphénomène. Mais ils prennent les images les plus parlantes. Il y a un vrai décalage entre le terrain et l'antenne. On avait l'impression qu'on ne vivait pas la même manif au printemps 2019 notamment.* » Ces interventions en plateau, agrémentées d'images de violences à l'encontre d'établissements ou de policiers, ont donné l'impression à de nombreux GJ que la chaîne souhaitait diaboliser leur mouvement en mettant en avant plus que de raison les débordements. « *Les éditorialistes nous ont fait beaucoup de tort*, poursuit Mme Alos, qui déplore les difficultés d'établir des liens de confiance avec les GJ lorsqu'en parallèle des critiques parfois peu nuancées leurs sont directement adressées depuis le plateau de BFMTV. « *Christophe Barbier, qui n'était jamais allé*

les voir, parlait d'eux en des termes peu élogieux. On l'a dit à la rédaction. On est précaire, on se fait agresser, et à côté un éditorialiste dit n'importe quoi. C'est repris sur les réseaux sociaux et les gens ne retiennent que ça. J'estime qu'on fait du bon travail, mais derrière, l'éditorialiste fout en l'air ce qu'on fait. » Au début du mouvement, l'éditorialiste et chroniqueur de la chaîne depuis 2016 avait par exemple qualifié les GJ de « criminels²⁴ ». Il estimait ceux-ci responsables de l'augmentation du nombre de tués sur les routes fin 2018 et début 2019, l'un de leur moyen d'action ayant consisté au tout début du mouvement à détruire les radars automatiques. Une indignation qui s'inscrit dans une tendance chez certains éditorialistes à s'intéresser davantage aux conséquences du mouvement, en termes de destructions matérielles et de dégâts humains, qu'à ses causes, comme le creusement des inégalités sociales. « Il y a eu des erreurs et des caricatures, concède M. Bérout. C'est clair que les éditorialistes en plateau ont été particulièrement critiqués par les manifestants pour leur commentaire et que les reporters en ont subi un certain nombre de conséquences. Le fait que les manifestants étaient mécontents contre eux était légitime. Mais la violence n'en demeure pas moins une ligne rouge. »

Pourquoi un tel décalage ? Selon M. Forques, il y aurait une certaine réticence des pigistes, ou en tout cas des journalistes avec peu d'ancienneté au sein de la rédaction, à recadrer les propos tenus en plateau lorsque la réalité qui y est décrite n'est pas celle qu'ils ont observé. « Il y a une différence entre celui qui analyse et celui qui est sur le terrain. Les jeunes reporters ont peut-être moins d'autorité pour dire "Nan ce que vous racontez en plateau est déconnecté de la réalité sur place", d'où le différentiel. Ce qui est dit en plateau a mis le feu, là-dessus oui je suis d'accord. Ce qui était dit par les éditorialistes ne correspond pas toujours à la réalité du journaliste. J'ai beaucoup d'expérience de terrain et ça arrive que j'appelle la rédaction pour leur dire qu'ils ont un peu trop interprété mes images, c'est normal. Mais un jeune journaliste ou pigiste va beaucoup moins oser s'imposer par rapport à cela. Je veux dire par là que c'est plus facile pour un mec staff de dire "Attention à ce que vous racontez" que pour un pigiste précaire. Je leur dis parfois "Modérez ça, mettez du conditionnel, précisez ce chiffre ..." pour qu'il n'y ait pas de déconnection entre Paris et le mec de terrain. »

Ces commentaires d'images à chaud et parfois prononcés sous le coup de l'émotion relèvent plus globalement d'une tendance propre à l'information en continu à être dans la précipitation. Une démarche qui n'est journalistiquement pas sans risque.

- **L'information en direct et ses (quasi) inévitables étourderies**

²⁴ Les Gilets Jaunes sont des criminels selon Christophe Barbier sur BFMTV, Nice Provence Info, 30 mars 2019

« Menteurs » : Ce terme revenait régulièrement dans les cortèges à l'adresse des journalistes de BFMTV durant les manifestations GJ et anti-pass. Outre le complotisme qui entoure la chaîne, il est à noter que des contre-vérités ont effectivement été formulées lors de direct et dressaient une image peu flatteuse du mouvement.

Le 25 novembre 2018 à Paris, le journaliste de BFMTV Barthélémy Bolo a par exemple affirmé lors d'une des premières manifestations GJ que les contestataires avaient enlevé les pavés sur une zone à proximité des Champs-Élysées²⁵. Interpellé sur Twitter, il s'excusera le lendemain en reconnaissant que la zone en question était en réalité en travaux. Autre exemple, le samedi 12 décembre 2020, en pleine manifestation dans les rues de Paris, un reporter de la chaîne avait affirmé en direct qu'un GJ muni d'un tambour s'était maquillé le visage en rouge²⁶. Le journaliste a par la suite rapidement corrigé le tir alors qu'on apprenait que le manifestant en question saignait à cause d'un coup de matraque asséné quelques minutes plus tôt par un CRS.

Même si ces contre-vérités étaient accidentelles, le mal était fait. Les Gilets jaunes, dans un contexte de tension grandissante, y ont vu un acte délibéré visant à les décrédibiliser. Mme Alos reconnaît à ce sujet que la chaîne a commis des erreurs mais que ce ne sont pas les reporters qu'il faut blâmer. *« Ne pas vérifier une information, ça arrive à tout le monde. Il suffit de regarder le Parisien avec Xavier Dupont de Ligonnes. On a à chaque fois reconnu notre erreur. Mais sur toute une journée d'info en continu, ce genre de choses est quand même rare. Je suis moi-même très critique envers la chaîne même si je trouve que, personnellement, je fais du bon boulot. »*

La question n'est pas tant de remettre en cause le professionnalisme des reporters, bien que des fautes aient effectivement été commises, que de souligner une certaine inadéquation entre le format de l'information en continu et le travail primordial de vérification de l'information. Commenter l'actualité en direct est-il compatible avec le respect strict des prérequis élémentaires du journalisme ? Nous reviendrons sur ce point dans la troisième partie de ce mémoire.

- **Un attrait important pour les sujets à forte charge émotionnelle, au détriment parfois de leur pertinence**

▪ ²⁵ CheckNews : BFM TV a-t-elle montré une zone des Champs-Élysées en travaux, affirmant à tort que les gilets jaunes avaient enlevé les pavés ? ; Fabien Leboucq, Libération, 26 novembre 2018

▪ ²⁶ BFMTV provoque un tollé avec une fausse information sur la manifestation à Paris, la chaîne rectifie son erreur, Anne-Laure Deparis, Télé-Loisirs, 13 décembre 2020

Si l'attrait des éditorialistes de la chaîne pour les violences qui ont émaillé le mouvement ne relève pas nécessairement d'une animosité particulière envers les manifestants contrairement à ce qu'ils ont pu croire, celui-ci s'inscrit néanmoins dans les conséquences indirectes de la ligne éditoriale de BFMTV. Il est généralement reproché à la chaîne une appétence disproportionnée pour les sujets touchant à la violence et les polémiques. Cette ligne éditoriale est particulièrement rentable pour un modèle économique basé sur la publicité, et donc sur l'audience. En cause, dans les périodes « creuses » d'actualité, les sujets consacrés aux petites phrases choc de personnalités publiques ou encore aux fait divers, le tout à travers un « feuillement » duquel transparait parfois l'impératif de « meubler » l'antenne et de garder le public en haleine pour le dissuader de zapper. De l'information certes, mais qui emprunte parfois aux codes du divertissement et dont l'intérêt est parfois questionnable.

C'est cette même démarche qui aurait poussé la chaîne à diffuser en boucle les images des débordements en manifestation, au point de reléguer au second plan les analyses de fond. « *Pour ce qui est des critiques constructives, les GJ nous disent qu'il y a beaucoup de blabla pendant les talk, qu'on cherche à faire le buzz, à créer de pseudo-polémique avec des petite phrases, des fait divers, etc... Ce qui est vrai, concède Mme Alos. On a traité à ce point les GJ car, comme la pandémie ou l'Ukraine, ils faisaient aussi beaucoup d'audience les samedis. Au moment où l'invasion en Ukraine débutait, on n'a rien dit sur le rapport du GIEC car la direction dira que l'environnement ne fait pas d'audience. J'avais fait il y a quelque temps un sujet sur la COP26 en disant que ça intéresse les gens, mais c'était très difficile de le vendre.* » Le décalage entre l'importance de la question climatique et le temps d'antenne qui lui est consacré est à ce titre révélateur. « *Il faut avoir en tête que nous ne sommes pas le service public. On ne bénéficie pas de la redevance télévisuelle. On gagne de l'argent avec de la publicité et, qu'on aime notre ligne éditoriale ou pas, cela permet de financer l'envoi de journalistes de la chaîne en Ukraine par exemple.* » En soi, une problématique intrinsèque au modèle économique de la chaîne, qui jouit particulièrement du modèle éditorial de l'information télévisuelle en continu.

Interrogée sur le sujet, Anne-Lise Ruprecht, rédactrice en chaîne adjointe à BFMTV, sortie du Celsa en 2001, confirme que, l'audience dicte les choix éditoriaux. « *Quand Mélenchon pète les plombs pendant sa perquisition, on en fait des caisses. On a organisé un débat entre Mélenchon et Zemmour alors que ce dernier n'était même pas candidat, ça a fait une audience monstre. Les gens veulent du spectacle et non plus du fond. C'est la règle de proximité, une petite mamie tuée à coup de pelle à côté de chez vous attirera beaucoup plus l'attention que 100 civils bombardés dans n'importe quel pays d'Afrique. Les larmes et le sang font de l'audience.* » Tel est le triste constat auquel se résignent nombre de journalistes.

Pourquoi, en dépit de la rentabilité de la chaîne, être si sensible à cette loi de proximité au détriment des sujets de fond ? Pour Mme Ruprecht, le rachat par l'homme d'affaires Patrick Drahi en 2015, devenu au passage le principal actionnaire depuis qu'Alain Weil s'est séparé des activités médiatiques du groupe Altice en 2020, est l'une des réponses.

- **Patrick Drahi et la politique du chiffre**

Le terme de « vendus » est souvent scandé à l'encontre des journalistes de BFMTV. Un terme qui fait référence, entre autres, au fait que la chaîne fasse partie du groupe Altice, détenu par l'homme d'affaires Patrick Drahi. A entendre certains manifestants, les journalistes du canal 15 seraient directement aux ordres de l'actionnaire principal de la chaîne, qui exercerait son droit de regard sur chaque mot prononcé à l'antenne et ne laisserait aucune autonomie à ses journalistes. Un amalgame, certes, mais qui fait néanmoins référence au phénomène de concentration toujours plus fort des entreprises médiatiques entre les mains de quelques grands actionnaires. Celui-ci s'est encore illustré dernièrement avec le rachat des actions d'Amber capital du groupe Lagardère (propriétaire d'Europe 1, de Paris Match et du JDD) par le groupe Vivendi de Vincent Bolloré (déjà propriétaire de CNews). Si, tous les propriétaires de médias ne sont pas aussi interventionnistes les uns que les autres, (Xavier Niel ne saurait être comparé à Vincent Bolloré), le risque d'ingérence est néanmoins toujours présent. Ce fut dernièrement le cas pour la une pré-second tour de la présidentielle 2022 de l'hebdomadaire Marianne, que Daniel Křetínský a légèrement remanié à la faveur d'Emmanuel Macron, alors que la rédaction avait initialement décidé de ne pas prendre parti.

Que l'ingérence soit réelle ou fantasmée, Cette concentration sape la confiance du peuple dans les médias, en ce qu'ils devraient « *dépasser la seule loi du marché, car la course aux profits les conduit à oublier leur objectif premier : la fourniture d'une information indépendante et de qualité*²⁷. » comme le rappelle Julia Cagé dans son ouvrage *Comment sauver les médias*. « *La grande majorité des journaux prend la forme de sociétés par actions et, même en l'absence de toute responsabilité fiduciaire légale, nombreux sont les comportements qui, de toute évidence, relèvent beaucoup plus de la recherche du profit que d'une dévotion à la qualité de l'information. Car la propriété des biens de presse est loin d'être assumée de manière désintéressée*²⁸. » Le cas de BFMTV, propriété du groupe Altice de Patrick Drahi, qui regroupe également le journal l'Express

²⁷ Julia Cagé, *Sauver les médias – Capitalisme, financement participatif et démocratie*, La République Des Idées, Editions du Seuil, 2015, p. 23

²⁸ *Ibid.*, p. 88

et dans une moindre mesure Libération, mais aussi des activités sans lien avec le journalisme et notamment dans les télécommunications avec SFR, illustre ce phénomène.

Comme beaucoup de titres de presse, la chaîne souffre de cette image selon laquelle elle serait un outil de communication déguisé, utilisé par ces entreprises qui chercheraient à influencer l'opinion publique et se préserver de toutes remises en question de leurs activités. Interrogée sur le degré d'interventionnisme de Patrick Drahi sur les sujets traités par la chaîne, Anne-Lise Ruprecht confie que celui-ci n'est pas tant d'ordre idéologique, à la manière d'un Vincent Bolloré qui a transformé iTélé en chaîne conservatrice partisane de manière assumée, qu'économique. Comme s'il considérait cet investissement comme n'importe quel autre, le mot d'ordre de Patrick Drahi serait la rentabilité avant tout, à travers des coupes budgétaires et le traitement de sujets qui, comme expliqué précédemment, garantissent une certaine audience. *« Je l'ai vu une fois en cinq ans. Il n'est jamais dans les locaux. On voyait un peu plus Weil mais c'était différent car il était le fondateur du groupe Next Radio. On était plutôt inquiet que Drahi rachète BFM au début, mais on a été rassuré car il n'y a pas eu d'intervention directe sur l'éditorial, la pression se fait au niveau du chiffre et de l'audience. Les managers doivent rendre des comptes au niveau des dépenses. Il y a eu très peu d'augmentations depuis des années, des postes sont supprimés et on nous retire du matériel alors que la chaîne est ultra rentable. La logique du salarié on s'en tape, il faut satisfaire l'actionnaire. Drahi est un financier, la branche média est un moyen de servir ses intérêts dans les télécom. Son mantra est de détenir les tuyaux et ce qu'il y a dedans »*

En dehors de cette injonction constante à une rentabilité qui, pour un média d'information, est déontologiquement censée passée après la notion d'intérêt général, Mme Ruprecht regrette également l'impact organisationnel de l'empreinte de Patrick Drahi. *« Depuis que la chaîne est passée à 100% sous le contrôle de SFR, c'est le bordel car les gens de SFR ne connaissent pas le monde des médias, le mix est très difficile. Nos patrons ont défendu les journalistes en disant que tout ne peut pas être regroupé, comme ça a failli être le cas pour les secrétaires. On ne peut pas appliquer le management des télécom aux médias. Ce qui me pénalise personnellement, ce sont les formations. Je devais en suivre une pour développer des méthodes de coaching mais elle a été supprimée. On m'a renvoyé à la place sur une formation fournie par SFR, or elle était plutôt formatée pour des gens dans les télécoms. »*

Cette politique du chiffre expliquerait en partie l'attrait de la chaîne pour les sujets à forte charge émotionnelle, comme, typiquement, les violences commises pendant les manifestations GJ.

- **Une frontière ténue entre espace journalistique et opportunité de communication**

Il n'y a pas que les groupes d'actionnaires desquels les manifestants GJ ont reproché aux médias d'être proches. Aux cris de « collabos », la chaîne est identifiée par le mouvement comme pro-Macron, d'où la volonté, selon eux, de s'attaquer au mouvement populaire qui le conspue. M. Bérourd rappelle que la couverture du mouvement « *a autant mécontenté certains GJ sur le terrain que le pouvoir politique* » en raison du temps d'antenne exceptionnellement long qui y a été consacré. Cette proximité n'est néanmoins pas nouvelle et est davantage attribuable à l'aspect « donnant-donnant » des interventions politiques en plateau.

D'une part, l'accès facilité au plateau des chaînes d'information en comparaison à celui des Journaux télévisés de 20H, autrefois traditionnel et exceptionnel rendez-vous politique auquel les téléspectateurs avaient droit, a représenté une formidable opportunité de communication pour des responsables politiques. L'abondance de créneaux proposés par BFMTV a certes contribué à désacraliser la parole politique, mais aussi à la rendre quasi-omniprésente.

Cette désacralisation de la parole officielle est d'ailleurs l'une des raisons qui expliquent les atteintes si décomplexées au reporter sur le terrain selon Mme Pigalle. « *Il faut aussi avoir en tête qu'une des conséquences de la démocratisation des réseaux sociaux est qu'ils ont écrasé la hiérarchie, car on peut parler aux personnalités publiques en direct comme à n'importe qui. Ils sont à portée de main et ça fait qu'on se retrouve avec des gens en manif qui pensent qu'on peut taper les journalistes.* »

Une enquête du Monde, parue en 2013, s'est intéressée au nouvel exercice que représentent les chaînes d'information en continu pour les personnalités politiques, « *A droite et à gauche, seuls quatre ou cinq ténors peuvent faire un "20 heures". Les autres, avant, ne rêvaient que de PQR [Presse Quotidienne Régionale]. Maintenant, c'est les chaînes d'info* », relève M. Lavrilleux²⁹. [Directeur adjoint de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2012] » Ces formats représentent un terrain d'autant plus avantageux pour des personnalités politiques soucieuses de diffuser leur propagande que le rythme effréné de l'information en continu aura laissé peu de temps au journaliste pour préparer son interview et répondre aux affirmations, tandis que l'invité aura soigneusement préparé ses éléments de langage. Toujours selon l'enquête du monde, « *M. Mélenchon refuse rarement une invitation des chaînes d'info en continu, qui lui ont permis d'asseoir sa notoriété et d'élargir son audience. Avec l'avantage du direct, qui lui permet de délivrer un message brut, dans un temps limité qui ne permet pas forcément la contradiction*³⁰. »

²⁹ Enquête sur la « BFMisation » de la vie politique ; Service politique du journal Le Monde, 7 décembre 2013

³⁰ *Id.*

La mise en lumière de cet espace journalistique en tant qu'espace de communication est relevé par Thierry Devars à travers ce qu'il appelle le format de l'interview confession. « *Archétype de la communication de crise, l'interview confession consiste en une séance publique d'aveux mobilisant les registres de l'émotion et de la compassion pour susciter la bienveillance du téléspectateur. Inspiré du monde anglo-saxon, depuis notamment l'affaire Clinton-Lewinsky, c'est cette technique oratoire qui conduit Jérôme Lavrilleux et Jérôme Cahuzac à effectuer leur mea culpa télévisuel à l'antenne de BFM TV. [...] Assurant aux principaux intéressés et à la chaîne elle-même une conséquente notoriété, l'exercice met en lumière les intérêts réciproques qui unissent ces parties prenantes. L'interview-confession, ou interview-vérité, porte une promesse d'authenticité qui ne se situe pas dans le registre d'un échange raisonné entre le journaliste et son invité mais qui investit toutes les ressources du pathos et de l'intimité. [...] Le dispositif de l'interview confession est rodé : des questions du journaliste chargées de conduire en douceur son invité à formuler ses aveux, à la gravité du ton adopté par des personnalités incriminées en passant par l'événementialisation médiatique de l'interview. Si l'émotion exprimée par le responsable politique peut être sincère, elle ne s'inscrit pas moins dans le cadre d'une opération de communication méthodiquement préparée - le risque étant que ce décalage soit perçu comme factice par un public français à priori peu enclin à l'indulgence vis-à-vis de ses représentants et peu coutumier de ces rituels impudiques. L'échange entre le journaliste et son invité politique alors en effet ceci d'ambivalent qu'il se présente comme une interview-vérité. Si la confession est au rendez-vous et qu'elle actualise en ce sens une promesse de transparence, que penser de l'authenticité de la démarche mise en œuvre conjointement par une chaîne de télévision en quête de notoriété et une personnalité politique aux abois ? Quelle valeur accorder à la conversion ritualisée du scandale politique en drame personnel ? Ne faut-il pas voir dans ce type de dispositif le visage compassionnel de la langue de bois ? Une chose est certaine : l'exercice rhétorique de l'interview confession rappelle que la communication politique est un jeu qui engage la responsabilité de chacune de ses parties prenantes³¹. »*

En soi, une garantie d'audience contre l'offre de ce qui s'apparente à un espace de communication politique. Cette situation ne date guère du mandat d'Emmanuel Macron, mais elle tend à donner un sens aux allégations des GJ qui accusent la chaîne de collusion avec le gouvernement. Encore une fois, cette problématique est davantage le fruit de la ligne éditoriale de BFMTV couplée à son modèle économique et la pression de son principal actionnaire qu'à une volonté de « défendre » le bilan d'Emmanuel Macron.

³¹ Thierry Devars, *La politique en continu – Vers une « BFMisation » de la communication ?*, Les Petits Matins, Editions du Seuil, 2015, p. 76-77

Que la haine vouée par certains manifestants aux reporters de BFMTV repose sur des faits avérés ou des allégations infondées, il a fallu, pour la marque, élaborer de nouvelles méthodes pour garantir au mieux la sécurité de ses journalistes sur le terrain. Autre exercice de taille, entamer ce long et difficile travail qu'est de renouer un lien de confiance avec une part non-négligeable de la population française. Plusieurs démarches ont été mises en place en ce sens.

Partie III : Quelles réponses pour protéger les journalistes de la chaîne ?

Après la forme et le fond des violences, il est temps de s'intéresser, dans un premier temps, à ce qu'a mis en place BFMTV pour y remédier. Puis, dans un second temps, ce mémoire tentera de dessiner une piste de réflexion sur un changement structurel profond qui pourrait permettre, à long terme, aux journalistes de regagner la confiance du public. Voyons tout d'abord quels réflexes ont dû adopter les journalistes pour se préserver dans les manifestations à risque.

III.a - Des nouveaux réflexes de sécurité au détriment de l'essence du reportage

Bien malgré eux, les reporters ont dû suivre de nouvelles consignes de sécurité, au détriment de leurs conditions de travail. Mais d'autres mesures sont aussi le résultat d'une introspection par rapport à certains points cités précédemment.

- La systématisation des gardes du corps

Le plus visible des changements est la quasi-systématisation de l'accompagnement par des gardes du corps durant les événements à risque. « *Chaque reporter et caméraman est accompagné par un agent de sécurité. C'est un par personne* », affirme M. Béroud. Un pour le JRI et un pour le rédacteur.

Une présence rassurante qui permet de mieux se concentrer sur l'événement à couvrir selon Mme Alos. « *On est un peu dans notre monde quand on est JRI, mais j'essaie de regarder le plus possible autour de moi, de repérer où sont les individus les plus extrêmes. Il faut être le plus possible en alerte et rester mobile. Les agents de sécurité aident pour ça. Au printemps 2019, le 1er mai, on avait nos caméras et il y avait de la lacrymo partout. Mais les agents de sécurité étaient là pour regarder autour. Ce sont nos yeux supplémentaires. Ça rassure.* » A noter que BFMTV n'est pas la seule chaîne d'information à recourir à des agents de sécurité.

Une agression en particulier a fait comprendre à la direction l'impératif de cette mesure, celle de M. Forques à Toulouse. « *A partir de là, BFMTV a généralisé les gardes du corps, confirme le reporter. Les manifestations sont toujours avec gardes du corps, même durant celles des retraités par exemple. Là-dessus, BFMTV ne rigole pas.* » Bien que, de l'aveu des reporters, les violences aient principalement été constatées durant les manifestations GJ et, dans une moindre mesure, anti-pass, l'accompagnement par des agents de sécurité a été pratiquement généralisé à tous les grands rassemblements. « *Ils changeaient même régulièrement les gardes du corps pour que les*

manifestant ne les reconnaissent pas », poursuit le grand reporter. Paradoxalement, la présence de gardes du corps contribue également à attirer l'attention des manifestants sur les équipes de la chaîne. Or c'est bien cette tendance à la discrétion, voire à l'anonymisation, qui est l'un des changements les plus marquants dans les habitudes des reporters.

- **La sécurité au prix de l'anonymisation complète des reporters**

Face au constat qu'ils ne sont pas les bienvenus à certains rassemblements, les journalistes ont dû opter pour la plus grande des discrétions à travers plusieurs procédés. « *On a fait en sorte d'être le moins repérables possible avec l'anonymisation des bonnettes*, détaille M. Béroud. *On a enlevé le nom des journalistes à l'antenne car des gens dans les manif repèrent aussi au visage en tapant les noms sur internet.* » Une mesure qui date de l'agression des deux journalistes de la chaîne, Igor Sahiri et Philippine David, devant le Sénat durant une manifestation anti-pass. « *Ils vont même jusqu'à regarder les angles de tournage en direct pour savoir où on se trouve, donc on a aussi arrêté les directs.* »

Une tendance confirmée par M. Forques, qui a même dû abandonner la caméra traditionnelle pour un équipement plus discret. « *On a modifié tout le dispositif pour se rendre sur place. Je disparaissais de l'antenne pour me protéger. On a plus fait de face-caméra. Puis, on tournait uniquement avec un iPhone. Il fallait faire notre travail de journaliste sans être identifiables. Si on s'annonce, on se fait démonter la tête ou ils nous chassent. Les JRI ne se mettaient pas trop à proximité des rédacteurs non-plus.* »

Face au risque que les manifestants donnent l'alerte et créent un attroupement autour des équipes, les journalistes ont même été contraints de limiter les interviews. « *On ne dit pas qu'on travaille pour BFM donc on ne peut pas poser de questions au risque d'être suspectés. C'est triste, se désolé Mme Alos. Tu ne sais pas sur qui tu peux tomber. C'est pour ça que c'est assez frustrant, on ne peut pas faire de vrais reportages télé. On fait un peu comme la presse écrite, on n'interroge pas face caméra, on rapporte juste ce qu'ils ont dit.* »

En somme, la couverture des manifestations à risque prend aujourd'hui la forme suivante. Une voix-off anonyme qui commente des images du rassemblement en décalé, sans interview. Couvrir des manifestations relève plus de l'infiltration à ce stade, tellement les options sont limitées et les conditions de travail détériorées. « *Qu'on en arrive là, c'est assez désolant*, regrette M. Béroud. *Ces mesures ont été pérennisées pour les anti-pass car il y avait aussi des moments qui pouvaient être dangereux. Ça pose un gros problème de principe et de travail, mais ce qui prime, c'est de protéger les journalistes.* »

La systématisation de ces mesures de sécurité extrêmes pose néanmoins la question de la sur-anticipation. Sans remettre en cause la priorité, tout à fait louable, de la chaîne qu'est la sécurité de ses journalistes, Mme Alos regrette d'avoir eu à suivre ses mesures sur des événements qui, selon elle, présentaient des risques moindres.

« Les anti-pass étaient plus structurés, les manifestations étaient déclarées. Même si c'était anarchique au début, celles que j'ai pu couvrir étaient mieux organisées. Aucune n'a dégénéré et ils avaient de vraies convictions. Il y avait de tout en termes de classes sociales. Après, on traitait toujours avec iPhone et agents de sécurité. Ils avaient de vrais arguments. Il y avait des anti-pass et des anti-vax. C'était un peu frustrant car, en janvier dernier, plein de pays ont abandonné les mesures sanitaires et c'était intéressant car l'actu à l'étranger donnait raison à ces gens. Un reportage aurait été intéressant, mais on était obligé d'avoir les consignes de sécurité classiques. »

- **Mieux distinguer les éditorialistes des autres journalistes**

Face à l'amalgame qui a été fait entre les reporters et les éditorialistes, la chaîne a tenté de les distinguer davantage à l'écran. *« On a essayé de mieux différencier les moments de reportage et ceux avec les éditorialistes, pour faire la part entre ceux qui font l'info et ceux qui la commentent. »* relate Mme Pigalle.

M. Hadet mentionne par exemple le changement de couleur du bandeau qui introduit les personnes en plateau. *« On a changé un élément dernièrement, c'est le nom-prénom-fonction sous la personne qui intervient. A l'époque, on mettait juste le nom. Aujourd'hui, on met que c'est un éditorialiste, avec une couleur différente des autres fonctions. C'est bleu sur fond blanc pour les invités et journalistes, mais si c'est un éditorialiste, c'est rouge sur fond noir. Comme ça, on les identifie et on rappelle que leur opinion n'engage qu'eux. Il y a un synthé spécifique. »*

A défaut de pouvoir aisément réconcilier éditorialistes et GJ, la chaînes a également mis en place quelques mesures éparses. Notons par exemple le relais plus systématique des équipes sur le terrain pour, selon Mme Ruprecht, éviter au maximum les erreurs dues à la fatigue, ou encore le développement, selon Mme Pigalle, des bureaux en région dans l'espoir de permettre aux correspondants de nouer des liens plus étroits avec les locaux.

Des petites initiatives ont également vu le jour en termes de contenu numérique, avec un principe similaire à la « boîte noire » de Médiapart : expliquer les coulisses de la réalisation des sujets de la

chaîne³². « *Sur BFMTV Inside, on fait des petits modules pour expliquer comment fonctionne tel poste, explique M. Hadet. On tourne des petits sujets de trois ou quatre minutes sur le temps de paroles des candidats à la présidentielle par exemple. La transparence est nécessaire pour montrer aux gens comment ça marche, ça tue les fantasmes. Mais on aura toujours des gens persuadés qu'on raconte n'importe quoi.* » Les accusations de non-respect du temps de paroles par BFMTV au bénéfice d'Emmanuel Macron étaient en effet fréquentes parmi les GJ, malgré le fait que le CSA n'ait jamais repris la chaîne sur ce point.

Mais l'une des pistes privilégiées par BFMTV pour renouer ce lien de confiance avec le public est surtout ce qui a été communément appelé l'éducation aux médias.

III.b - L'éducation aux médias pour déconstruire les préjugés dès l'adolescence et responsabiliser la consommation d'informations

Les journalistes interrogés pour ce mémoire avaient fréquemment tendance à mentionner la méconnaissance du fonctionnement médiatique et des principes déontologiques de base pour expliquer ce qui a conduit certains à tant mépriser la chaîne. En cause par exemple, l'amalgame entre reporters et éditorialistes dû à une méconnaissance générale des spécificités de chaque poste au sein d'une rédaction, et qui a conduit des GJ à estimer l'ensemble des journalistes de BFMTV comme un tout idéologiquement très homogène. Pour y remédier, une initiative a commencé à se développer depuis une petite dizaine d'années : l'éducation aux médias.

- Des initiatives personnelles pour plus de proximité

« *C'est surtout de leur plein gré qu'ils font ça, confie M. Bérout. Chacun a mis la main à la patte. Ça ne s'est pas fait de manière concertée.* » De par ce caractère individuel, ces interventions peuvent prendre différentes formes et viser différents publics. Suite à son agression et sur proposition de GJ qui l'ont défendu, M. Paillanave a participé à une réunion avec quelques-uns d'entre eux pour expliquer son métier. « *J'ai eu deux questions sur mon travail et huit sur BFMTV. Je leur ai expliqué le principe de connaître l'actu en 15 minutes mais aussi qu'on était précaire, contrairement à ce qu'ils pensaient des pigistes. Quand je recroise ces GJ, ils sont très bienveillants. Je suis aussi intervenu dans mon ancien collège à Pau.* » Une initiative indispensable selon l'ancien pigiste de la chaîne et qui porterait ses fruits.

³² Inside : Maxime Daridan, délégué pluralisme et diversité de BFMTV, Romane Guignard et Sébastien Rouet, BFMTV, 28 mars 2022

Cette initiative peut aussi prendre un cadre plus formel en se déroulant dans les collèges et lycées. Plusieurs journalistes, notamment issus du service public audiovisuel mais pas seulement, ont ainsi pris les devants en allant directement à la rencontre de ceux qui constitueront le public de demain. M. Hadet est l'un d'eux. *« Il y a eu la création d'un annuaire géant pour que les professeurs et documentalistes puissent savoir à qui s'adresser pour organiser des interventions dans les collèges et lycées. J'interviens aussi parfois dans le cadre de la Réserve citoyenne. Ma première intervention a eu lieu en 2015 dans la classe de CM2 de mon fils à Gif-sur-Yvette [dans l'Essonne], après les attentats de Charlie hebdo, car il y a eu beaucoup de critiques envers les médias et notamment de fake news. »*

Beaucoup de médias avaient en effet durant cette période fait l'objet de polémiques après la diffusion d'images des victimes ou d'informations à risque. A ce titre, BFMTV s'était notamment illustrée durant l'attentat de l'Hyper Cacher, en janvier 2015, lorsque le journaliste sur place, Dominique Rizet, avait laissé échapper à l'antenne que des personnes s'étaient réfugiées dans la chambre froide du magasin³³. Cet événement avait déjà à l'époque contribué à détériorer l'image de BFMTV et poser question sur les dérives de l'information en continu.

« Je me suis uniquement focalisé sur le côté légal, en expliquant que critiquer les religions n'était pas interdit, explique M. Hadet. Je me suis ensuite focalisé sur les collèges et lycées, car c'est vrai qu'ils sont un peu jeunes en primaire pour s'intéresser à ces questions-là. »

- Le problème des « bulles numériques », ou les sources alternatives d'information mono-orientées

La récurrence de certaines questions posées en classe a rapidement élargi le sujet. *« Au départ, mes interventions concernaient beaucoup la liberté de la presse, puis ça a été nos méthodes de travail et la censure. Les questions concernant le salaire et les célébrités sont récurrentes, mais ce qui revenait aussi beaucoup, c'était le sujet des pressions économiques et politiques, voire de la manipulation. Ils me demandent parfois carrément si on ment. »* Une anecdote en particulier semble illustrer le fait que certains aient intégré dès le plus jeune âge que la première chaîne d'information de France était une adepte des contre-vérités. *« Un jour, une classe de terminale m'a demandé si on subissait des pressions de l'Elysée sur notre ligne éditoriale. J'ai dit pour rigoler qu'on a effectivement un téléphone directement en ligne avec l'Elysée et qu'on doit absolument lui obéir. Comme je vois une élève prendre des notes, je lui dis que c'est une blague. Certains le prenaient carrément au premier degré. Je préfère ne plus plaisanter sur le sujet depuis. »*

³³ "Cette faute me hante" : le mea culpa du journaliste de BFMTV sur l'Hyper Cacher ; SudOuest, 10 janvier 2016

Cette image dont souffre la chaîne dans l'esprit des jeunes serait notamment liée, selon M. Hadet, au milieu familial, mais surtout aux réseaux sociaux. *« Ils sont très informés, bien plus que moi à leur époque. Mais ils le sont mal et trop. Twitter, Snapchat, Facebook, etc... Tout ce qui sert de déversoir à fantasmes, les informations jamais sourcées ... Ils ne lisent pas la presse écrite, n'écoutent pas la radio, ils regardent juste la télé et les réseaux sociaux. Combien de fois j'ai entendu en classe « Je l'ai vu sur Facebook ». J'explique que si ça vient du Monde, ça va, mais si c'est juste un inconnu ou une connaissance, il faut vérifier. »*

M. Hadet estime que les méthodes d'information de ces jeunes, consistant à s'informer quasi-exclusivement par le biais des réseaux sociaux, ne sont pas tellement différentes de celles des GJ. Une consommation de l'actualité qui n'est pas sans rapport avec la radicalité de certains d'entre eux. *« Le problème est justement que les GJ et plein de mouvements autour, comme les anti-vax, sont dans ce qu'on appelle une bulle numérique, c'est-à-dire un univers fermé sans autre source d'information. Ils vont être persuadés de détenir la vérité. Je leur dis dans les collèges et lycées qu'il faut sortir de ça. L'algorithme de ces plateformes est fait de manière à vous montrer uniquement des sources qui vont dans le sens de vos convictions, sans inciter à recouper les informations. Ça recommence avec l'Ukraine d'ailleurs ; beaucoup de GJ qui étaient passés anti-pass sont maintenant pro-Poutine. On reçoit les mêmes accusations des mêmes gens. Un de nos correspondants en Ukraine a par exemple été accusé dernièrement sur les réseaux sociaux de se trouver en réalité à Paris, parce-qu'un panneau en arrière-plan ressemblait à ceux qu'on trouve en France. Comme ils sont en permanence dans le même univers culturel, c'est très compliqué de leur faire comprendre qu'ils racontent des conneries. C'est pour ça que j'explique aux collégiens et lycéens qu'il faut avoir l'esprit critique et constamment recouper les informations. »*

- **Un « échange » davantage qu'une « éducation »**

Contrairement à ce que pourrait laisser penser ce genre d'intervention réalisé par des acteurs du secteur privé, M. Hadet l'affirme, il ne s'agit pas d'une opération de communication. Le but serait avant tout d'expliquer le fonctionnement et les principes d'un métier, celui de journaliste. *« J'ai juste averti BFMTV de mon intervention dans les classes, la chaîne ne m'a pas donné d'indication particulière. Mon propos n'est pas de défendre BFMTV. Je reconnais volontiers la critique et c'est vrai qu'on a un peu tout mélangé durant les GJ. Ce n'est pas un cours magistral à mon sens, mais un échange entre les élèves et moi pendant une ou deux heures. »*

Mais pour que cette éducation aux médias soit efficace, le face à face et le contact humain sont primordiaux et ne sauraient se faire devant un poste de télévision. *« Quand on va dans un collège ou lycée, ils se sentent considérés. On créait un lien de confiance, c'est très particulier. Je suis allé*

à Sarcelles et ils ont adoré discuter avec moi. On ne les prend pas pour des voyous, ça devient un jeu pour eux s'ils doivent jouer au journaliste, ils ne sont pas juste des consommateurs. C'est très important de leur faire comprendre qu'ils ont un rôle actif à jouer en recoupant leurs informations avec plusieurs sources. C'est pour ça que je préfère parler de pédagogie plutôt que d'éducation aux médias. »

Si cette pédagogie avait été généralisée beaucoup plus tôt, le journaliste émet l'hypothèse que la situation n'aurait pas à ce point dégénéré entre les journalistes et les manifestants GJ. « *On s'est dit autant leur expliquer notre métier dès la jeunesse. Des reporters m'ont rapporté que des GJ pensaient que, sur le terrain, on recevait dans l'oreillette des ordres sur que l'on devait dire ou pas. Un reporter leur a même passé son oreillette pour leur faire comprendre que ce n'était pas le cas. Il y a de la haine certes, mais il y a aussi des échanges constructifs. Peut-être que si on avait expliqué à un GJ quand il était enfant ce qu'il y a dans l'oreillette, à savoir un technicien qui me parle et m'interrompt si je fais trop long ou trop court, ça aurait évité ce fantasme. Je pense que ces interventions en classe ont un impact positif sur la perception du métier. Les élèves s'aperçoivent qu'il faut remettre en question et vérifier ce qu'ils lisent et voient sur certains médias. Si on arrive à les recadrer un peu là-dessus, c'est déjà pas mal. »*

III.c - La nécessité de ralentir le rythme ?

Comme expliqué dans la seconde partie de ce mémoire, nombre de fait reprochés à BFMTV découlent en réalité indirectement de sa ligne éditoriale : manque de temps pour vérifier l'information et apporter la contradiction, appétence pour les sujets à fortes audience au détriment de leur pertinence, impératif du commentaire à chaud, etc... d'où la question suivante. Ralentir le rythme et privilégier les longs formats de fond, plutôt que de zapper d'une information à une autre, est-il devenu nécessité pour éviter de reproduire les mêmes erreurs et faire évoluer la chaîne vers un modèle qui réconcilierait reporters et public ? Bien-sûr, comme le rappelaient les reporters, même si la chaîne opérait un changement aussi conséquent dans sa stratégie de marque, beaucoup continueraient à associer le nom de BFMTV à celui de l'ennemi à abattre, tellement l'image est ancrée. Mais cette question apparaît aujourd'hui primordiale face aux attentes d'un public beaucoup plus exigeant.

- Une ligne éditoriale prise à son propre jeu ?

BFMTV est né en 2005, un an après la création de Facebook et un an avant celle de Twitter. Ces trois diffuseurs d'informations ont drastiquement redéfini et considérablement accéléré le temps de l'information, c'est-à-dire le laps de temps entre le moment où un événement se produit et celui où

il est diffusé à travers les différents canaux d'information. Rendue possible grâce au développement des nouveaux moyens techniques et technologiques, cette instantanéité a représenté une formidable opportunité pour les journalistes, et notamment pour les chaînes de télévision qui pouvaient retransmettre en direct une image et un son de relativement bonne qualité. Mais cette évolution a également représenté un enjeu considérable pour les médias, censés contrebalancer les tares de cette immédiateté et abondance de contenus de par leur travail de vérification, synthétisation et contextualisation. Une responsabilité particulièrement exigeante pour BFMTV, dont la ligne éditoriale s'inscrit dans une recherche d'instantanéité, voire paradoxale. « *N'y a-t-il pas contradiction dans les termes à prétendre simultanément capturer le réel et lui donner une signification ?* interroge Thierry Devars. *Qu'il soit ou non journalistique, tout récit suppose en effet un minimum de recul avec la réalité dont il entend rendre compte. Dans cette perspective, qui constituent une norme du journalisme traditionnel, le temps de l'événement n'est pas celui de son traitement médiatique. Enregistrer le réel au moyen d'une caméra ou de tout autre appareil ne suffit pas à le rendre immédiatement intelligible. Le travail du journaliste consiste précisément à convertir son expérience immédiate du terrain en point de vue distancié sur le monde, un processus qui, en toute logique, demande du temps*³⁴. » En ayant mis le curseur à un tel niveau de rapidité et imposé la priorité au direct comme une référence dans le monde journalistique, BFMTV n'a-t-elle pas contribué à légitimer le modèle de consommation de l'information tant décrié qu'est aujourd'hui celui proposé par les réseaux sociaux ? Ceux-là même qui ont contribué à radicaliser les individus qui ont par la suite agressé les journalistes de BFMTV ?

Bien sûr, la question n'est pas ici de savoir si s'informer avec Facebook ou BFMTV revient au même. Néanmoins, ces deux acteurs ont en commun, de par leur place de leader dans leur domaine respectif, d'avoir imposé sur la scène concurrentielle l'instantanéité comme un référentiel pour s'informer. Or, face à l'impératif de captation de l'attention toujours plus grand face à cette surabondance d'information en continu, ce mode de consommation de l'information s'est avéré problématique à plusieurs égards. Le plus évident étant sûrement, comme évoqué en seconde partie, la part belle faite aux informations à fortes charges émotionnelles, et en premier lieu les contenus relatifs à des événements violents qui induisent des raisonnements à chaud, souvent peu nuancés. Parmi les sujets les plus mis en valeur par les algorithmes des réseaux sociaux, dont les médias sont grandement dépendants pour diffuser leur contenus, le ton est à l'indignation, à la polémique, aux images chocs, à la surréaction, etc... Un que beaucoup de médias, et en premier lieu ceux comme BFMTV dont la source de revenu est la publicité et donc l'attention récoltée, ont

³⁴ Thierry Devars, *La politique en continu – Vers une « BFMisation » de la communication ?*, Les Petits Matins, Editions du Seuil, 2015, p. 34-35

commencer à adopter, dans une plus ou moins grande mesure, dans leur recherche de profits. Ce mode de consommation de l'information est problématique à plusieurs égards. Il est notamment propice à la circulation d'informations erronées et d'idées radicales, voire violentes, celles-là même qui circulaient sur les groupes de GJ en ligne, si hostiles à la première chaîne d'information en continu. En faisant une place d'honneur à l'instantanéité, la chaîne n'a-t-elle pas fini par légitimer un mode de consommation de l'information qui est celui des individus radicaux qui ont agressé ses reporters ?

Pour Mme Alos, le problème est davantage à voir du côté de l'absence de diversité parmi les sources d'informations que les individus consomment individuellement. « *L'instantanéité fait de l'audience, oui, mais on traite aussi des longs sujets de fond à côté, même s'ils sont moins rentables. Le principe de la chaîne info, c'est d'aller vite, de faire le buzz, mais on ne peut pas dire que la chaîne est prise à son propre jeu. On nous agresse souvent sur la base de mensonges. Le principe de BFMTV est d'avoir l'essentiel d'un sujet en une minute et demie, et s'ils veulent en savoir plus, ils achètent Le Monde. L'important est de s'informer avec différents médias. Soit on adhère au principe de la chaîne d'information en continu, soit on ne regarde pas. Ceux qui nous critiquent ont le réflexe d'allumer directement BFM quand ils se passent quelque chose. C'est rare que ceux qui regardent BFM regardent en parallèle Arte, pareil pour les lecteurs de Libération qui vont très rarement aller voir dans les pages du Figaro par exemple.* » Des propos qui rejoignent ceux de M. Hadet sur l'importance de croiser les sources d'information, pour une question de vérification mais aussi de pluralité, afin de ne pas être systématiquement soumis aux mêmes opinions. Néanmoins, il est difficile de demander à un public adepte de l'information en continu de varier ses sources d'information dans la mesure où celle-ci est par principe très addictive, tout comme les réseaux sociaux d'ailleurs.

Pour M. Hadet, cette supposée part de responsabilité, bien malgré elle, de la chaîne dans la construction d'individus radicaux est à remettre en perspective avec l'aspect historique de cette accélération du temps de l'information. Il faut concéder que ce phénomène est en effet bien antérieur aux réseaux sociaux. « *Le modèle de BFMTV à la base, c'était CNN, pas les réseaux sociaux. Est-ce qu'il faut arrêter le direct ? Ce n'est pas moi qui décide. Mais il ne faut pas oublier que ce qu'on a adapté à la télévision existait déjà dans les années 1960 à la radio. En mai 1968, RTL et Europe 1 ont couvert les événements en direct. Notre concurrente LCI a d'ailleurs été lancée par des anciens d'Europe 1. Le côté immédiat, c'est la radio qui l'a inventé au début. Sans vouloir défendre BFMTV, on n'a rien inventé. On n'était pas dans cette logique de faire de l'immédiat en tant que tel. La radio a permis très tôt de raconter l'événement en direct. Avec un iPhone, on peut aujourd'hui envoyer une image instantanément, quand avant il fallait tout un camion régisseur. Oui*

peut-être qu'il faut faire encore plus attention. Comme on est les premiers à traiter les infos comme ça de manière immédiate, parfois on se rend compte qu'on n'a pas fait ce qu'il fallait. »

- Apprendre de ses erreurs au lieu de refaire le monde

Si la direction conçoit que la crise des GJ aurait dû être traitée différemment, elle considère que l'important est surtout d'en tirer des leçons.

« Cette crise nous a beaucoup secoué de par ses violences, reconnaît M. Béroud. Ça nous a amené à réfléchir à ce qu'on a dit à l'antenne, comme en 2015 pendant les attentats. Chaque moment d'actu nous amène à réfléchir à notre travail. Si de telles manifestations devaient se reproduire, on serait attentif à faire la part des choses entre éditorialistes et reporters. On s'est amélioré avec le temps alors qu'on reste une chaîne assez jeune. »

Pour M. Bertrand, cette crise a surtout fait remettre en question à la chaîne le temps d'antenne dédié aux événements en direct. *« On a peut-être trop parlé des violences. Mais maintenant qu'on a l'expérience, on va bouger le curseur. On fait comme on peut quand on n'a jamais été confronté à un événement. Si le mouvement GJ reprend, on ne les médiatisera sûrement pas autant qu'à l'époque. Toutes les chaînes ont levé le pied, on était beaucoup moins sur le terrain et l'immédiat au bout d'un moment. On est allé un peu loin donc on est redescendu. Sur les anti-pass, on a moins fait de directs. Pourtant, si on était dans leur logique, on continuerait car c'est spectaculaire. On prend aussi le temps de se poser en termes d'images. C'est quelque-chose qu'on avait déjà commencé à faire après les attentats de 2015. On a continué à le faire, comme avec Ligne Rouge. On propose tous les jours des sujets longs. »*

La chaîne devrait en effet davantage mettre l'accent sur les longs formats selon Mme Alos. *« La matinale est la tranche qui diffuse le plus de reportages, et ils sont bons. Mais le reste de la journée, il y a beaucoup de talk et les thèmes abordés sont souvent pensés pour faire de l'audience. J'aimerais personnellement qu'il y ait plus de reportages car je trouve que ça intéresse davantage les gens. Je suis la première à le regretter et à le critiquer. Pour moi les gens zappent sur BFM pour avoir de l'info, mais si on zappe à 17h, ils tombent sur Truchot et la polémique du jour, ça les soule. C'est notre force, on sait faire du reportage et on devrait en faire plus. »*

Pas question néanmoins pour M. Béroud et Mme Pigalle de lâcher du lest sur la priorité au direct, un format dans l'aire du temps auquel il faut s'adapter en étant d'autant plus exigeant en termes de vérification et de professionnalisme journalistique selon eux.

« Aujourd’hui, on a une multiplication des médias et des progrès technologiques qui permettent de couvrir en direct des grands événements d’actu plus facilement, constate M. Bérout. C’est un grand progrès pour les téléspectateurs, cela nous permet aujourd’hui de couvrir des sujets comme les exactions de l’armée russe à Boutcha. Se demander s’il faut ralentir le direct, c’est comme se demander s’il faut revenir au téléphone fixe ou à la bougie pour s’éclairer. Personne ne reviendra en arrière. Au début, la chaîne avait peu de moyens, petit à petit, elle a été en mesure de faire ses propres vérifications, notamment depuis les attentats terroristes. Il n’y a pas de point de rupture. On maîtrise notre temps, mais après il faut avoir suffisamment de moyens humains dans chaque rubrique pour vérifier chaque information très vite, et on les a aujourd’hui. »

Mme Pigalle rappelle également que si les médias ne s’étaient pas emparés de ce créneau de l’instantané, il aurait été laissé à la merci des réseaux sociaux et à toute la désinformation qu’ils peuvent engendrer. *« C’est très important que nos reporters aillent sur ces événements en ne les laissent pas entre les mains des réseaux sociaux. La diffusion de l’information n’est jamais complètement instantanée, on fait ça vite mais ça prend toujours un minimum de temps pour vérifier et mettre en perspective. Ça va de plus en plus vite, comme le monde, il faut savoir parfois ralentir pour prendre le temps, mais pas forcément tout le temps, juste pour prendre le temps nécessaire pour vérifier. Il faut faire avec cette rapidité, elle sera toujours là. »*

En soit, Mme Pigalle et M. Bérout considèrent que le problème ne se situe pas tant dans le fond que dans la forme, préférant ainsi un accroissement de la vigilance des journalistes à un changement profond dans sa manière de concevoir l’information. Mais cette exigence croissante de rigueur est-elle compatible avec l’injonction à la rationalisation des coûts qui a par exemple débouché sur un plan social à l’été 2020 et le départ de plusieurs journalistes de la chaîne ? L’équilibre semble en tout cas fragile.

Conclusion :

Les violences envers les journalistes ont atteint une ampleur inédite durant la crise gilets jaunes. Bien qu'elles aient visé la totalité des médias, celles-ci ont constitué un point de rupture dans les relations entre une part non-négligeable des citoyens et les reporters de BFMTV, qui en ont été les premières victimes. Le degré de défiance fut tel que, encore aujourd'hui, les reporters ont dû adopter de nouveaux réflexes de sécurité, parfois très handicapants. Les agressions qui se sont produites ne sauraient se réduire à de simples actes irraisonnés de la part d'individus complotistes, mais sont le symptôme d'une détérioration progressive de l'image de la chaîne. Commentaire à chaud peu nuancés d'éditorialistes, passage en boucle d'images de violence qui représentaient des épiphénomènes, étourderies prononcées en direct dans la précipitation, etc... autant de dérives de l'information en continu qui ont donné le sentiment aux manifestants que les journalistes les avaient en grippe. Derrière ce quiproquo se cache en réalité les conséquences indirectes de la ligne éditoriale de la chaîne, qui a incité à un tel traitement dans une optique de rentabilité. Loin d'être à l'origine de tels choix, les reporters de BFMTV ont pourtant été les premiers à subir les conséquences, car ils sont en première ligne face au public.

Si l'éducation aux médias a constitué un début de réponse pour rétablir un lien de confiance entre journalistes et citoyens, certains problèmes évoqués découlent de choix éditoriaux auxquels la seule pédagogie ne saurait être un élément de réponse. De même, il est impensable que si le mouvement des GJ connaissait une recrudescence ou que des mouvements similaires rejaillissent, ce qui est loin d'être improbable, les mesures de sécurité évoquée puissent devenir la norme.

Pour protéger au mieux les journalistes tout en leur permettant d'effectuer correctement leur travail, la question d'un changement profond au sein de la ligne éditoriale de BFMTV se pose alors. La rigueur toute particulière exigée par l'information en continu est-elle compatible avec les impératifs de rentabilité imposés par un homme d'affaire comme Patrick Drahi ? Le 31 mars 2022, la commission d'enquêtes sénatoriale sur l'ultra-concentration médiatique a rendu son rapport³⁵ dans lequel elle dresse plusieurs recommandations pour limiter l'influence des grands actionnaires. Peut-être un début de solution pour redorer l'image des journalistes de BFMTV.

³⁵ Rapport de la commission d'enquête du Sénat sur la concentration des médias en France ; Laurent Lafon et David Assouline, 31 mars 2022, p. 10-11

Bibliographie :

- Julia Cagé, *Sauver les médias – Capitalisme, financement participatif et démocratie*, La République Des Idées, Editions du Seuil, 2015
- Alexis, Lévrier, *Le contact et la distance – Le journalisme politique au risque de la connivence*, Les Petits Matins, Editions du Seuil, 2016
- Thierry Devars, *La politique en continu – Vers une « BFMisation » de la communication ?*, Les Petits Matins, Editions du Seuil, 2015
- Global truthworthiness index, Ipsos, 12 octobre 2021, p.18
- CheckNews : Que sait-on de l’altercation entre un reporter de BFM TV et un gilet jaune lors de la manif anti-pass sanitaire jeudi ? ; Jacques Pezet, Libération, 23 juillet 2021
- "BFM, cassez-vous !" : Une équipe de BFMTV chassée de la manifestation des antivaccins à Paris hier ; Valentin Barbier, Puremédias, 15 juillet 2021
- « On n’est pas BFM » : le triste refrain des journalistes ; Audrey Kucinkas, L’Express, 14 janvier 2019
- Les chaînes d’info en continu, une exception française ; Alexandra Foatelli, INA La Revue des Médias, 14 octobre 2016
- Baromètre 2021 de la confiance des Français dans les médias ; Emmanuel Rivière et Guillaume Caline, Kantar, 2021
- Étude. « Gilets jaunes » : une médiatisation d'une ampleur inédite, Géraldine Poels et Véronique Lefort, INA La Revue des Médias, 12 novembre 2019
- Inside : Maxime Daridan, délégué pluralisme et diversité de BFMTV, Romane Guignard et Sébastien Rouet, BFMTV, 28 mars 2022
- CheckNews : BFM TV a-t-elle montré une zone des Champs-Élysées en travaux, affirmant à tort que les gilets jaunes avaient enlevé les pavés ? ; Fabien Leboucq, Libération, 26 novembre 2018
- BFMTV provoque un tollé avec une fausse information sur la manifestation à Paris, la chaîne rectifie son erreur, Anne-Laure Deparis, Télé-Loisirs, 13 décembre 2020

- Enquête sur la « BFMisation » de la vie politique ; Service politique du journal Le Monde, 7 décembre 2013
- Manif pour tous à Rennes : deux journalistes agressés à Rennes ; Stéphane Grammont, France Info, 6 mai 2013
- Loi Travail. Des journalistes blessés, les clubs de la presse s'indignent ; Manon Loubet, Actu 76, 9 juin 2016
- Anti-pass sanitaire et Gilets jaunes : la note comparative des renseignements territoriaux, Jean-Michel Decugis, Le Parisien, 27 juillet 2021
- Julien Garrel et Franck Paillanave, journalistes agressés en marge de l'acte IX des Gilets-jaunes ; interview réalisée par Yann Barthes pour Quotidien (Canal+), 14 juillet 2019
- "Ils avaient la bave aux lèvres" : un journaliste de BFMTV visé par des "gilets jaunes" à Toulouse raconte son agression ; Thomas Baietto, France Info, 25 novembre 2018
- Médiamat annuel 2021, audiences en jour de vision, Médiamétrie, 3 janvier 2022
- "Gilets jaunes" : l'incendie du Fouquet's a-t-il été provoqué par des grenades lacrymogènes des forces de l'ordre ? ; France Info, 18 mars 2019
- Rapport de la commission d'enquête du Sénat sur la concentration des médias en France ; Laurent Lafon et David Assouline, 31 mars 2022, p. 10-11
- Tweet dénonçant la modification d'une Une de l'hebdomadaire Marianne par son actionnaire principal Daniel Kretinsky, Société des rédacteurs de Marianne, 19 avril 2022
- Audiences mars : TF1 en petite forme, France 3 et M6 font jeu égal, records historiques pour les chaînes info ; Christophe Gazzano, Puremédia, 4 avril 2022
- Tweet dans lequel apparaît la vidéo de l'agression du journaliste Franck Paillanave en direct lors d'une manifestation Gilets jaunes, @F_Paillanave, Twitter, 12 janvier 2019
- Tweet présentant le journaliste de BFM-TV Igor Sahiri comme l'agresseur et non la victime lors de la manifestation anti-pass aux abords du Sénat de laquelle il a été chassé, Opérations spéciales GJ, Twitter, 23 juillet 2021

- Cyberharcèlement : « Après les appels au viol et les menaces de mort, j'ai été agressée physiquement », explique Ingrid Levavasseur ; Hakima Bounemoura, 20 Minutes, 15 avril 2019
- Les Gilets Jaunes sont des criminels selon Christophe Barbier sur BFMTV ; Nice Provence Info, 30 mars 2019
- "Cette faute me hante" : le mea culpa du journaliste de BFMTV sur l'Hyper Cacher ; SudOuest, 10 janvier 2016